ISSN 0024-7650

P.T.T., S.N.C.F., R.A.T.P... la grève en miettes

P. 10-11-12

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 801 - 8 octobre 1983 - prix : 6 F

Sécurité Sociale, voter, c'est pas la sécurité

P.20

La gauche prépare le retour de la droite musclée.

Ne nous laissons pas faire !

BELGIQUE : le prix d'une grève trahie par les syndicats

P. 13

M 6189 - 801 - 6 F

sommaire

Dans le monde

Page 6 :
— **Suède : les patrons manifestent mais ce sont les travailleurs qui sont visés.**
— **Italie : le gouvernement Craxi prône l'austérité.**
— **Pakistan : émeutes contre la dictature.**

Page 7 :
— **Liban : à l'heure du confessionnalisme.**
— **L'impérialisme, protecteur des banquiers de Beyrouth.**

Pages 8 et 9 :
— **Les Philippines sous la botte américaine.**
• **Reagan meilleur soutien de la dictature.**
• **La crise d'un régime.**

Page 13 :
— **Belgique : la grève trahie.**

En France

Page 4 :
— **Vittel : le colonialisme français n'est pas mort.**
— **La droite célèbre la Constitution de 1958, la gauche l'applique.**

Page 5 :
— **Quand la gauche redonne espoir à la droite.**
— **Manifestation de la CGC : à droite, toute !**

Pages 10 à 12 :
— **PTT, SNCF, RATP : la grève en miettes.**
• **Le mouvement n'est pas fini dans les tris postaux.**
• **La grève des conducteurs SNCF ; le dépôt de Sotteville-les-Rouen.**
• **Aux Chèques Postaux de Paris-Bourseul et Montparnasse.**
• **Une grève sur la ligne 9 du métro parisien.**
— **Fin de la grève à Massey-Ferguson (Nord).**

Pages 14 et 15 :
— **Dans les entreprises : Citroën ; SKF Ivry ; Alsthom Villeurbanne ; Thomson CGE ; Carbone-Lorraine Gennevilliers ; RNUR Billancourt ; CHR Bordeaux Hôpital Sud.**

Page 16 :
— **La Chapelle-Darblay : la CGT poursuit la lutte, le PS lui rappelle « qu'il faut savoir terminer une grève ».**
— **Chausson : les faux et vrais problèmes.**
— **Chausson Creil : risquer la vie des autres.**

Culture

Page 17 :
— **Livre : *Souvenirs et aventures de ma vie* de Louise Michel.**

Pages 18 et 19 :
— **Films : *La ballade de Narayama ; Le destin de Juliette ; Outsiders.***

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Pariement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

En bref

Le parapluie bulgare s'est retourné

Le roman d'épouvante anti-soviétique vient de perdre un de ses sujets d'attention : Ali Agca, l'auteur de l'attentat contre le pape en mai 1981, citoyen turc, présumé agent russo-bulgare, vient d'être inculpé de faux témoignage. Son histoire a beau avoir duré deux ans et avoir conduit un employé de la Balkan Air sous les verrous, elle ne tenait pas debout. Et le juge italien chargé de l'affaire a bien dû conclure... que c'est Ali Agca qu'il convenait d'inculper.

Mais ces aspects boîteux de l'affaire n'ont pas empêché pendant deux ans gouvernements et médias de s'en servir sans ambages. C'est ainsi que *Paris-Match,* à l'aide d'une photo de l'employé de la Balkan Air, qui depuis s'est avéré être un touriste américain, a apporté « la preuve » de la « piste bulgare ». *Le Monde* de son côté dissertait sur les subtilités de l'espionnage russe, en analysant qu'« *il n'est pas besoin d'être fin politologue pour imaginer que la présence à Rome d'un pape polonais actif et prestigieux pesait bien lourdement sur une crise polonaise déjà inextricable* »... *Le Figaro* bien entendu choisissait d'affirmer : « *Jean-Paul II cible du Kremlin* », et *La Croix* maniait l'évidence : « *Le scandale international est évidemment énorme, tant la probabilité des preuves fournies est difficilement niable* ».

Hélas pour ce beau monde, le roman s'est piteusement écroulé. Cela n'empêchera certainement pas un certain nombre de « canards » du même genre à courir encore.

PMU : l'Etat bon pronostiqueur

En 1982, les joueurs du tiercé et du quarté ont versé au PMU 12,5 milliards de francs. Le PMU s'est amusé à calculer, par région, qui étaient les plus gros joueurs et qui étaient les meilleurs parieurs. Les plus dépensiers sont les Corses — 462 F par habitant, enfants compris — et les habitants de la Provence-Côte-d'Azur — 354 F par habitant. Les plus économes sont les parieurs du Limousin — 136 F par habitant — et de l'Auvergne — 141 F.

Ce sont les Auvergnats qui sont les plus mauvais pronostiqueurs, puisqu'ils ne récupèrent que 66 % de leurs enjeux, alors que les Alsaciens, les meilleurs, récupèrent 73 % de leurs paris.

L'Etat n'est pas cité dans ce hit-parade : sa mise est nulle, mais il gagne 30 % de tous les paris, soit en 1982 la bagatelle de 3,75 milliards de francs !

La dictature ave ou sans Marie

La vierge Marie est apparue au Chili. Un orphelin de 15 ans, Miguel Angel Poblete, déclare l'avoir déjà entrevue à deux reprises en juillet puis en août. Lors de sa visite d'août elle a récité l'*Ave Maria* — ce qui parait aller de soi — mais, chose troublante, elle l'a récité en russe.

Pourtant Pinochet n'a pas à craindre que cette apparition se joigne à la masse déjà nombreuse de ses opposants. Il ne s'agit pas en effet d'une vierge rouge, mais d'une sacrée anti-communiste, du moins si l'on en juge pas ses propos rapportés par Miguel Angel.

Elle a déclaré en effet « *détester le communisme* » et elle a parlé de « *dragon rouge* », à propos de l'URSS.

Un « message » qui tombe à point pour Pinochet, à un moment où les journées de protestation contre la dictature se succèdent au Chili.

Mais jeudi 29 septembre — alors que des dizaines de milliers de Chiliens se pressaient dans l'attente du miracle — Marie a posé un lapin. Certains, malgré tout, ont pourtant « vu » le soleil devenir rouge, d'autres vert. S'ils l'ont fixé pendant trop longtemps, le soleil ne devait pas être le seul à changer de couleur !

Un nouveau rendez-vous a été pris pour la semaine suivante. Une quête a déjà été organisée pour la création d'une station de radio, « radio vierge »... Bref, tout le management se met en place. A défaut de distraire la population, cela fera toujours marcher le commerce local.

Un ministre des Cultes pas très catholique

M. Aaron Abouhatzeira, ancien ministre des Cultes du gouvernement Begin, n'était pas d'une scrupuleuse moralité. Il aurait même abusé de ses fonctions en puisant dans la caisse d'une organisation charitable, sans doute en vertu du principe que « charité bien ordonnée commence par soi-même ». Mais M. Aaron Abouhatzeira a été condamné en août dernier à trois mois de prison. Bon prince, le juge a commué la peine en travaux « d'utilité sociale ».

Il se trouve donc pendant trois mois mis à l'épreuve dans ... un commissariat de la banlieue de Tel Aviv, où il trie à longueur de journée des fiches de police. Le juge a sans doute pensé que c'était encore là où il y avait le moins de chances qu'il fasse la caisse.

L'opposition s'offusque du traitement et exige qu'Aaron Abouhazeira démissionne de son siège de député.

Mais la loi israélienne est ainsi faite que, même si elle autorise l'expulsion de la Knesset de députés communistes qui dénoncent la politique de leur pays, elle protège les escrocs notoires. En 1977 déjà, Samuel Flatto Sharon avait échappé à l'extradition réclamée par la France en se faisant élire au Parlement israélien.

Dans le cas d'Aaron Abouhatzeira, il y a une raison supplémentaire qui explique l'attitude charitable de la justice et du gouvernement à son égard : Il dirige un petit parti religieux, le Tami, qui compte seulement 4 députés, mais dont le ralliement est indispensable au Likoud, le parti gouvernemental, pour conserver la majorité à la Knesset.

La grande politique policienne a de ces petits calculs...

Passage à tabac à Long Kesh

Après la grande évasion du 25 septembre dernier, les représailles n'ont pas tardé dans la prison de Long Kesh.

Selon le Sinn Fein, les évadés qui ont été repris et leurs camarades restés en prison ont été passés violemment à tabac. Les républicains ont été obligés d'enlever leurs chaussettes avant de courir à travers une haie de gardiens de prison qui les tabassaient. Obligés de se dévêtir, ils ont été de nouveau battus. L'hystérie des gardiens a atteint son comble avec le lâcher de chiens policiers contre les prisonniers. Près de 40 prisonniers ont été blessés, dont 17 par des morsures.

Les gardiens de Long Kesh bavent de rage d'avoir laissé s'évader des prisonniers de l'IRA. Ils se vengent lâchement, bassement, sur les militants de l'IRA qu'ils ont sous la main.

Des raisons supplémentaires de chercher à faire la belle, aussi bien pour ceux qui ont tenté l'évasion cette fois-ci que pour les autres.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F
LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par **Lutte Ouvrière**)
pour une période de un an : 60 F

NOM : .....
.....
Prénom : .....
.....
Adresse : .....
.....
.....
Code postal : .....
.....
.....

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

La gauche prépare le retour de la droite musclée : ne la laissons pas faire

LA droite jubile : après Dreux, Sarcelles.

Certes, ce n'est pas une municipalité de plus ou de moins à la gauche qui va changer quoi que ce soit au sort des travailleurs. Ce n'est même pas une Chambre des députés de gauche plutôt que de droite : nous en faisons bel et bien l'expérience aujourd'hui.

Et les échecs électoraux de la gauche touchent d'autant moins l'ensemble des travailleurs qu'ils ont bien conscience que c'est la gauche elle-même qui est responsable de ses propres échecs, en menant une politique qui ne peut que décevoir, voire écœurer ses propres électeurs.

Que des élus de gauche, que des maires de gauche fassent les frais de la politique de leurs partis, cela n'a peut-être rien d'inquiétant, mais c'est un indice.

Le danger, c'est que le gouvernement de gauche permette à la droite non seulement de se renforcer sur le terrain électoral aux dépens des élus de gauche, mais aussi sur le terrain social aux dépens de la classe ouvrière tout entière.

Et il est déjà des indices autrement plus inquiétants que les résultats électoraux.

C'est aux cris de *« Mitterrand démission »*, mais aussi *« Krasucki à Moscou »*, *« Les cocos à Sarcelles »* et même *« A l'Elysée, tuons, tuons tous les communistes »*, que les cadres de la CGC ont manifesté cette semaine. Alors, oui, les cadres sont mécontents de la politique d'austérité qui les touche eux aussi, même si ce n'est pas eux qu'elle frappe le plus. Mais ce qu'ils exigent, ce n'est pas que le gouvernement s'en prenne aux vrais riches, c'est qu'il se débarrasse des communistes, qu'il s'en prenne à la CGT, qu'il fasse encore plus payer les travailleurs. Ils reprochent au gouvernement de faire « trop de social », trop « d'égalitarisme », de « soviétiser » le pays, alors que toute la politique du gouvernement c'est au contraire de protéger les riches et de s'attaquer aux plus pauvres. Mais le gouvernement de gauche fait semblant, en paroles, de défendre les pauvres et de faire payer les riches. Et quand sa politique d'austérité écorne au passage les revenus des classes moyennes, il prétend encore agir au nom de la justice sociale, au nom des travailleurs. Et du coup, c'est contre la classe ouvrière aussi bien que contre le gouvernement que se tournent le mécontentement, la hargne et le désir de revanche des classes moyennes. La gauche au gouvernement est ainsi en train de fournir des troupes toutes prêtes à la droite, voire à l'extrême-droite.

Si la classe ouvrière laisse faire, si elle ne met pas un coup d'arrêt aux attaques du gouvernement contre toute la population laborieuse, si elle lui permet d'attaquer, au nom des travailleurs, le niveau de vie de tous, excepté les possédants, alors ces troupes-là grandiront encore en nombre et en exaspération, elles passeront de la parole aux actes et feront le coup de poing contre les militants de gauche, les communistes, les syndicalistes, les piquets de grève.

Si nous laissons faire, nous paierons d'abord la politique gouvernementale au prix fort, et demain la droite reviendra au pouvoir, non seulement par la vertu des bulletins de vote, mais portée par des centaines de milliers de déçus de la gauche, prêts à soutenir toutes les attaques contre les travailleurs, toutes les mesures anti-ouvrières que prendra la droite.

Alors, il est temps que la classe ouvrière réagisse, qu'elle démontre à tout le pays qu'elle n'est pas la bénéficiaire de la politique du gouvernement, mais sa victime.

Mais, pour cela, il ne faut pas compter sur les centrales syndicales, trop subordonnées au gouvernement et qui, parce qu'elles ne veulent pas d'une riposte d'ensemble des travailleurs à la politique gouvernementale, laissent le terrain aux classes moyennes et à la droite. Loin d'être des états-majors qui préparent l'offensive, en rassemblant les forces de leurs bataillons pour pouvoir frapper fort, elles font profession d'attentisme, laissant, comme aux PTT ou à la SNCF, les travailleurs mécontents réagir au coup par coup, les uns après les autres, sans organisation, sans liens entre eux. Elles émiettent la lutte dans des mouvements dispersés, qui l'étirent peut-être en longueur mais lui font perdre sa force.

Alors oui, il est indispensable que tous les militants ouvriers, que tous les travailleurs conscients se rendent compte qu'il est temps que la classe ouvrière montre sa force, pour défendre ses conditions matérielles, mais aussi pour se faire respecter, sur le terrain politique, par ses faux amis du gouvernement, comme par ceux qui à droite rêvent ouvertement de mettre la classe ouvrière au pas.

Arlette LAGUILLER

Le pouvoir socialiste assis sur un Barril

L'Elysée ne connaît pas le capitaine Barril : c'est le porte-parole du président de la République, Max Gallo, qui l'a dit. Il s'agit pourtant du second, après le commandant Prouteau, du GSPR (Groupe de sécurité de la présidence de la République). Et bien que Max Gallo ait nuancé ses déclarations le lendemain, en insistant surtout sur le fait que le capitaine Barril n'avait pas à utiliser du papier à en-tête de la présidence de la République, il reste que Mitterrand souhaite prendre ses distances avec l'un des hommes de son entourage, qu'il ne peut pas ne pas connaître.

La raison ? C'est que *Le Canard enchaîné* a révélé dans deux numéros successifs que le capitaine Barril avait pris contact avec le FLNC, en particulier avec le frère de Guy Orsoni, le militant nationaliste assassiné, et deuxièmement avec J.M. Rouillan, le chef d'Action Directe. Et le tout, au nom de la présidence de la République.

Après l'assassinat du haut fonctionnaire Massimi, revendiqué par le FLNC, après les accusations portées contre le secrétaire d'Etat à la Sécurité Franceschi d'avoir payé, par l'intermédiaire de Massimi, des truands barbouzards pour faire disparaître Orsoni, après l'atmosphère de scandale née de ces rumeurs, Mitterrand avait bien besoin de ces révélations !

D'autant que le super-gendarme Barril était déjà devenu super-louche pour avoir monté le coup des Irlandais de Vincennes et pour avoir été mêlé à une affaire de trafic d'armes avec l'extrême-droite.

Tout ça fait que la droite peut aujourd'hui remonter sur l'un de ses chevaux de bataille favoris : la gauche au gouvernement est incapable de faire fonctionner la police et d'assurer la sécurité. Elle sanctionne des policiers, en écarte d'autres des responsabilités à cause de leurs opinions, elle fiche la pagaille dans l'appareil d'Etat et le compromet par des tractations indignes, etc.

C'est en substance ce qu'on peut lire dans les journaux comme *France-Soir* ou *Le Figaro.* Il suffit d'entendre la droite pour penser qu'il n'est pas impossible qu'il s'agisse là d'une machination contre les dirigeants en titre de l'Etat. Non pas que de telles tractations entre policiers truands et « terroristes » n'aient rien d'impossible, mais parce que le plus gros est qu'elles aient été faites avec traces écrites, sous forme de lettres à en-tête de l'Elysée. Si on avait voulu « mouiller » le pouvoir socialiste, on ne s'y serait pas pris autrement.

Mais, qu'il s'agisse d'une provocation ou pas, il n'en reste pas moins que des organismes comme la cellule de protection de la présidence de la République passent par des hommes comme Barril, et que ce n'est pas un accident.

L'appareil d'Etat, la police, l'armée, les hauts fonctionnaires, sont faits avec des gens qui peuvent être bons gendarmes, bons militaires, bons juges ou autres, mais qui n'en ont pas moins des opinions politiques. Au meilleur des cas, ils sont neutres. Mais le plus souvent, surtout lorsqu'ils exercent des fonctions de répression, ils sont de droite, voire d'extrême-droite. Ils ne sont pas mariés avec Mitterrand ; au contraire. Ils savent que « les gouvernements passent, les polices restent ».

C'est pourtant à la tête de ces gens-là que la gauche veut gouverner, même lorsqu'elle sait que ça peut lui retomber sur la figure. Nul doute, dans ces conditions, que la gauche au gouvernement aille au-devant d'autres problèmes de cette sorte. Et si aujourd'hui cela n'a tout au plus que la gravité d'un scandale, et même s'il s'en prépare d'autres dans la coulisse, il pourrait y avoir encore pire, pour la gauche qui gouverne. Souvenons-nous qu'Allende, président de la République du Chili, figurait sur les photos avec Pinochet, dans son ombre.

Louis GUILBERT

Fête de Lutte Ouvrière à Lille

Samedi 8 octobre à partir de 19 h.

Dimanche 9 octobre à partir de 14 h.

Foire Commerciale (Allée H).

Vittel :

Le colonialisme français n'est pas mort

Mitterrand digne représentant de l'impérialisme français.

C'est donc à Vittel que s'est tenu le X^e sommet franco-africain, qui réunissait cette année 24 pays africains participants et 13 observateurs.

A cette conférence, Mitterrand a tenu à déclarer : « Nous sommes des pays souverains, égaux et fraternels. S'il y a des malentendus, qu'on s'en explique ». **Mais, derrière les grandes phrases, la réalité c'est que le colonialisme n'est pas tout à fait mort.**

Que tous ces chefs d'Etats se réunissent en France avec Mitterrand est bien significatif.

Quels intérêts peuvent bien avoir en commun tous ces Etats africains avec leur ancienne métropole coloniale ? Que signifie d'autre cette conférence, sinon que c'est toujours ici, en France, que se décide une partie de la politique de ces Etats ? Comme au bon vieux temps de l'époque coloniale !

Certes, ces Etats sont indépendants. Formellement du moins. Mais la réalité est tout autre.

Pour ne citer qu'un exemple, nombre de ces pays appartiennent à ce qu'on appelle la « zone franc » ; c'est-à-dire que leur monnaie est indexée sur le franc. Et quand le gouvernement français opère une dévaluation, il diminue en même temps les monnaies qui en dépendent.

Cette intégration à la zone franc traduit aussi le fait que ces pays dépendent toujours complètement de l'ex-puissance coloniale pour la vente de leurs produits comme pour la fourniture de produits industriels. Autrement dit, les entreprises françaises ont toujours la haute main sur l'économie de ces pays.

La France considère l'Afrique comme sa chasse gardée et les troupes stationnées en permanence à Djibouti, au Gabon, en Centrafrique, en Côte-d'Ivoire ou au Sénégal ne sont pas là uniquement pour faire de la décoration. D'ailleurs, quand elles ne suffisent pas, la France envoie des renforts, comme au Tchad.

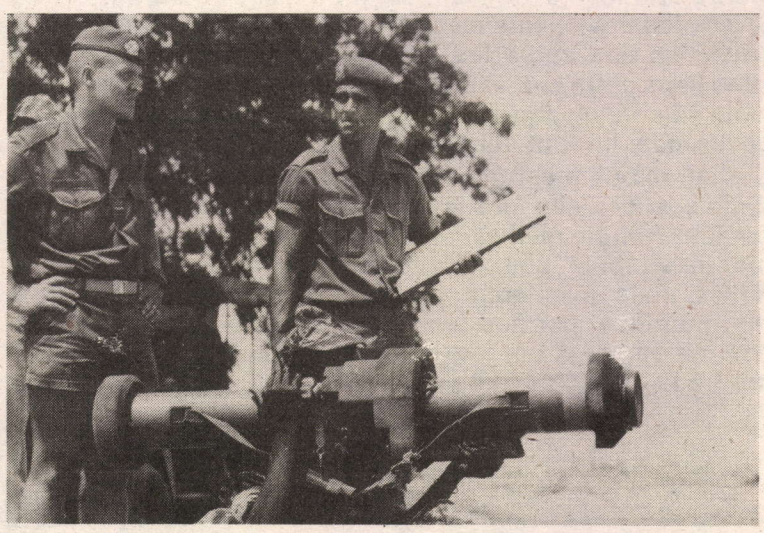
Et si aujourd'hui la conférence de Vittel s'est prononcée sur le conflit tchadien et a enregistré les déclarations de Hissène Habré en faveur d'une négociation avec son rival Goukouni, sur le terrain ce sont toujours les troupes françaises qui font la décision.

C'est en représentant de l'impérialisme français que Mitterrand a réuni à Vittel les chefs d'Etat africains, et c'est une preuve d'allégeance qu'ils lui donnèrent que de répondre ainsi à sa convocation, toute « fraternelle » bien sûr !

La gauche au gouvernement continue la même politique néo-coloniale que la droite précédemment. Et pour une fois, d'ailleurs, l'opposition s'est alignée sur la politique africaine de Mitterrand qui serait « la seule possible ».

Eh oui, pour les politiciens bourgeois, pas question que l'Afrique ne soit plus la chasse gardée de l'impérialisme français. De la droite à la gauche, ils sont bien d'accord là-dessus.

Joëlle GÉRARD



Mission pacificatrice et engin de mort...

Cadavre exquis

On en est presque à l'heure des discussions, sinon de la bonne entente, au Tchad, entre les frères ennemis Hissène Habré et Goukouni Oueddeï. C'est du moins ce qui serait ressorti de la conférence de Vittel, au cours de laquelle Mitterrand a exercé ses talents de pacificateur.

Goukouni, bon prince, en gage de bonne volonté, s'est déclaré prêt à faire un geste : il a proposé de rendre la dépouille du commandant Galopin à ses amis. Ce dernier, parti à la recherche de Mme Claustre — séquestrée par Hissène Habré — avait été tué par les forces de ce dernier en 1975, une époque où Habré était traité par le gouvernement français en « rebelle », et comme tel était passible des foudres des gouvernants « légitimes » du moment.

Hissène Habré et le gouvernement français auraient sans doute préféré que Goukouni ne ressorte pas ce cadavre du placard !

Au Tchad, les dirigeants reconnus par l'impérialisme français se succèdent, les « rebelles » deviennent « légitimes » et vice versa. Seule se maintient la présence des militaires français, qui n'a rien de légitime. Et, de mission « pacificatrice » en mission « pacificatrice », l'armée française s'éternise en la place, et avec elle se perpétue un conflit qui n'apporte que la mort et la ruine à la population de ce pays.

La droite célèbre la Constitution, la gauche l'applique

En présence de la brochette au grand complet des anciens ministres de De Gaulle, les Michel Debré, Couve de Murville, Chaban-Delmas, Pierre Messmer, Giscard d'Estaing, Jacques Chirac a fêté le 4 octobre, à l'Hôtel-de-Ville de Paris, le 25^e anniversaire de la Constitution de 1958. La gauche **« boude la célébration »** titrait *Le Figaro,* qui ajoutait, feignant de s'indigner de cette ingratitude, que celle-ci est **« bénéficiaire pourtant de cet héritage ».** Et Jospin a répondu ainsi aux critiques : **« Ils célèbrent, nous appliquons. (...) Cette Constitution a été le résultat d'un mouvement factieux (...) et nous n'avons jamais accepté son origine douteuse. Cette Constitution, quel que soit le mouvement illégitime dans lequel elle a été amenée au peuple français, a eu l'onction du suffrage universel (...) et donc nous l'avons acceptée. Je trouve absolument agréable — en plus utile, parce que ça permet à la gauche d'avoir la durée — que cette Constitution, faite contre nous, finalement nous serve. »**

Mitterrand et son gouvernement se sont empressés effectivement de l'utiliser, après l'avoir, il y a 25 ans, dénoncée violemment et s'être engagés à s'en débarrasser s'ils arrivaient au pouvoir.

Ouvrant l'ère de la V^e République, la Constitution gaulliste, taillée sur mesure pour permettre à De Gaulle de faire face à la crise sociale et politique ouverte par la guerre d'Algérie et pour résoudre cette crise au mieux des intérêts généraux de la bourgeoisie française, limitait considérablement les pouvoirs du Parlement, puis renforçait le pouvoir du chef de l'exécutif, élu à partir de 1962 au suffrage universel et placé hors de portée du contrôle parlementaire.

Ce renforcement de l'exécutif avait déchaîné à l'époque des tempêtes de protestations de la part de la gauche socialiste et communiste, qui avait hurlé au danger de pouvoir personnel et avait même permis à Mitterrand de redémarrer une nouvelle carrière, en jouant à fond la carte de l'opposition résolue à la nouvelle Constitution. Dénonçant la V^e République, il attaquait en ce temps-là le **« régime du pouvoir personnel »** et, dans le livre sur le régime gaulliste qu'il publiait en 1964, il écrivait : **« Ce régime n'a porté qu'un seul nom à travers tous les temps : Il s'appelle dictature ».**

Lors de la signature du **Programme Commun** avec le Parti Communiste, Mitterrand baissait tout de même d'un ton sur cette fameuse dictature. **« Les dispositions du texte constitutionnel qui ont servi à l'instauration et aux abus du pouvoir personnel doivent être supprimés ou corrigés »** pouvait-on lire dans ce programme. S'il préconisait une limitation des droits du président de la République, ce programme demandait en fait seulement l'abrogation ou la modification de trois articles de la Constitution. Le Parti Communiste, qui depuis 1958 avait fait de l'abrogation de la Constitution gaulliste son cheval de bataille, s'accommoda sans problèmes de cette proposition.

Une fois installés au gouvernement, les dirigeants du PC comme du PS n'ont plus parlé de réviser la Constitution et ils se sont bien gardés d'y toucher. Les engagements qu'ils avaient pris envers leurs électeurs ont été aussitôt oubliés. Car ce sont avant tout des politiciens bourgeois responsables, qui sont au gouvernement pour gérer les affaires de la bourgeoisie. Et comme les intérêts généraux de celle-ci sont garantis au mieux par la Constitution de 1958, ils la laissent en place.

Et Mitterrand n'est aucunement gêné d'en utiliser tous les mécanismes à son profit, y compris contre les députés de son propre parti, qu'il prive à son gré de toute discussion parlementaire.

Les modifications que le PS comme le PC avaient inscrites à leur programme électoral représentaient somme toute bien peu de chose. Pourtant, même là-dessus, les dirigeants de la gauche n'ont pas tenu parole.

Marie ANTONIN

Manifestation de la CGC :

A droite, toute !

10 000 personnes selon les uns, 20 000 selon les autres, 120 000 si l'on en croyait les organisateurs — qui n'ont pas l'air de craindre la galéjade — ont répondu à l'appel de la CGC le 3 octobre à Paris, où ils ont défilé de la place Balard aux Invalides.

Derrière « le bateau France à la dérive », venait un service d'ordre musclé, composé de membres de l'UNI, organisation étudiante d'extrême-droite, qui portaient des badges où était écrit : **« Non à la pieuvre socialiste ».**

Puis suivaient les dirigeants de la CGC et des élus de droite ceints de leur écharpe tricolore. Manifestaient aussi, en plus des cadres, des policiers de la Confédération des syndicats catégoriels de la police, où se retrouvent bon nombre de gens d'extrême-droite.

Cette manifestation a tout de suite pris un ton anti-communiste. Jean Menu, patron de la CGC, dénonçait **« la soviétisation qui se faufile derrière les lois sociales ».** Il affirmait : **« Sans prendre de position politique partisane, nous rejetons la société collectiviste et bureaucratique et choisissons la société de caractère libéral. »**

Paul Marchelli quant à lui s'exclamait : **« Nous disons : M. Mauroy, partez ! Nous voulons au gouvernement un homme qui n'ait pas atteint le seuil d'incompétence » ; « M. Savary, nous ne vous laisserons pas commettre un hold-up sur l'éducation privée ».**

Et dans le corps de la manifestation c'était encore un ton au-dessus. Le slogan qu'on pouvait le plus entendre c'était : **« Mitterrand, démission ! Mitterrand, fous le camp ! »** Sans parler des horions destinés à Defferre, Badinter ou Savary, ou des **« Krasucki à Moscou ».**

Certes, ce n'est pas la première fois que les cadres descendent dans la rue. La CGC avait déjà demandé le départ d'un Premier ministre. A l'époque, il s'appelait Raymond Barre.

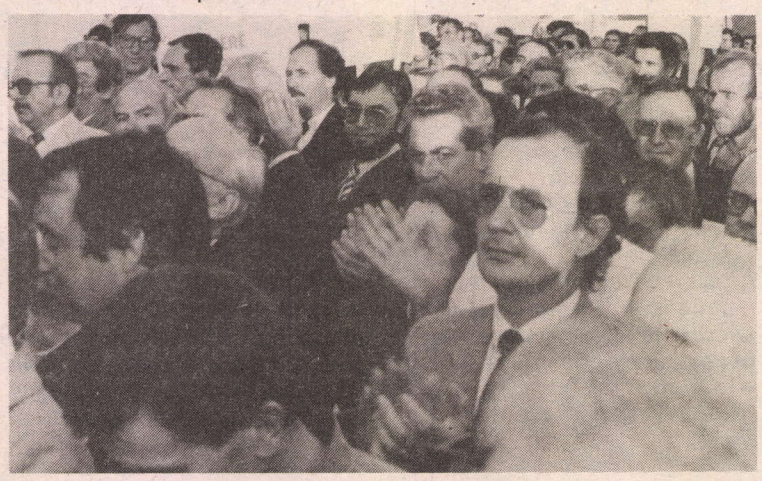
Eh oui, les cadres se sentent plumés aujourd'hui, comme ils se sentaient plumés hier. Mais cette fois les dirigeants syndicaux CGC, hommes de droite déclarés, éprouvent d'autant moins de retenue à attiser le feu qu'ils ont en face d'eux un gouvernement de gauche. Sans compter qu'ils espèrent qu'un bon coup de démagogie à droite leur procurera des gains de voix non négligeables aux prochaines élections de la Sécurité sociale.

Reste qu'ils rencontrent un certain écho auprès des cadres. Et, bien que la manifestation n'ait pas eu une ampleur extraordinaire en regard du nombre des cadres, ni même qu'elle atteste qu'ils soient prêts à se battre autrement, et pas seulement à défiler une fois de temps à autre, cette manifestation montre la montée d'un certain péril.

Les cadres descendent dans la rue aujourd'hui à l'appel de la CGC, contre le gouvernement, contre la gauche, pas contre le patronat. Ils ont des revendications justifiées. L'accroissement des impôts les frappe et ils ne veulent pas être les seuls à payer. Mais la droite leur désigne comme responsables le gouvernement, les syndicats ouvriers et, derrière eux, les travailleurs, qui seraient les bénéficiaires des mesures prises par le gouvernement. Et c'est contre eux que les cadres ont manifesté.

Tant que la classe ouvrière ne descend pas dans la rue pour montrer elle aussi son mécontentement, pour montrer qu'elle aussi est victime de la politique du gouvernement de gauche et qu'elle aussi refuse de payer pour le compte des patrons, la démagogie de la CGC peut rencontrer un écho facile auprès des cadres. Et l'hostilité des classes moyennes envers les travailleurs, ainsi que le renforcement de la droite qui en résulte, peuvent coûter demain très cher à la classe ouvrière de ce pays, comme elle a coûté très cher à celle du Chili.

Marie-Claude SOLAC



Les cadres dans la rue contre les travailleurs, pas contre les patrons.

Des milliards pour Creusot-Loire assortis de milliers de licenciements :

La béquille étatique en action

Une nouvelle fois, l'Etat vole au secours d'un groupe privé. Et il ne lésine pas avec l'argent des contribuables pour « sauver » Creusot-Loire.

Après un milliard en 1981, ce sont cette fois-ci deux milliards de francs que l'Etat accorde généreusement à la filiale du groupe Empain sous forme de divers prêts (dont on sait bien en fait que ce sont plutôt des dons purs et simples).

Mais ce n'est pas tout. La direction du groupe demandait à être débarrassée d'une partie de son secteur sidérurgique (750 millions de francs de pertes l'an dernier). C'est chose faite : les usines de Pamiers l'Ondaine et de Saint-Chély passent sous le contrôle d'Usinor, celle d'Imphy sous celui de Sacilor — au total 11 000 travailleurs. L'opération rapporte 1,2 milliard de francs à Creusot-Loire. Là aussi, c'est l'Etat qui va passer à la caisse, via celles d'Usinor et Sacilor, entreprises nationalisées.

D'autre part, le P-DG de Creusot-Loire, Pineau-Valenciennes, souhaitait garder le contrôle de Framatome (qui construit des cuves nucléaires et, à ce titre, a rapporté 276 millions de francs de bénéfices l'an dernier). Mais comme il réclamait, là encore, un petit coup de pouce étatique, le gouvernement a décidé de faire passer la participation du CEA (Commissariat à l'énergie atomique, établissement public), dans l'affaire, de 30 à 50 %. Le CEA et Creusot-Loire se retrouvent donc à égalité 50-50. L'opération rapporte là, directement, 475 millions de francs à Creusot-Loire et lui laisse la possibilité de toucher les bénéfices à venir de Framatome. Ce sont donc près de 4 milliards de francs que l'Etat va transférer sous différentes formes de nos poches vers les coffres de ce groupe privé.

Et cela va s'accompagner de milliers de suppressions de postes. Côté patronal, on parle de 4 500 et côté syndicats de 7 000. Une fois de plus, les travailleurs vont donc payer doublement (comme contribuables et comme chômeurs) pour que l'Etat absorbe les pertes d'un groupe capitaliste et lui permette de consolider ses profits.

Frédéric FERRIÈRES

Quand la gauche redonne espoir à la droite

D'un sondage à l'autre, d'une élection partielle à l'autre, il se confirme que le discrédit de la gauche s'amplifie, tandis que des changements dans l'opinion s'opèrent au profit de la droite.

L'élection de Sarcelles, après celle de Dreux, vient de l'illustrer.

L'Humanité constate, après une analyse *« bureau par bureau »,* ***que*** *« c'est l'abstention des électeurs de gauche qui a permis la victoire de la droite ».*

PCF et Parti Socialiste se renvoient la balle mollement. Jospin, parlant des divergences exprimées par le PCF, craint *« qu'à faire le grand écart »* ***Marchais ne se fasse*** *« une déchirure musculaire ».* ***Et Roland Leroy insinue que la politique décidée en 1981 n'est pas appliquée et qu'il est urgent de le faire. Mais, pardelà les polémiques, la gauche au gouvernement, ministres PCF compris, n'a pas d'autre politique face à la crise que celle qui consiste à faire payer les travailleurs pour maintenir les profits de la bourgeoisie.***

Dans ces conditions, la droite n'a plus qu'à attendre : la gauche prépare son retour.

Le débat sur la cohabitation... en 1986, entre une Assemblée à majorité de droite et Mitterrand (élu jusqu'en 1987), qui a fait les délices des interventions des politiciens de droite la semaine dernière, ne manquait certes pas de ridicule : un vrai débat académique pour occuper les journées parlementaires de droite. Mais l'assurance avec laquelle tous ces gens-là discutent de leur retour au pouvoir en 1986, comme si la certitude en était d'ores et déjà acquise, témoigne à sa manière du discrédit acquis par la gauche en deux ans et demi de gouvernement.

Oui, la gauche s'est discréditée auprès des travailleurs, de la population pauvre, en accumulant les suppléments d'impôts « exceptionnels »... mais réguliers, en bloquant les salaires, en rognant sur le pouvoir d'achat, alors que dans le même temps elle renflouait les caisses des patrons à coups de milliards.

Elle s'est discréditée auprès des petits bourgeois en tout genre, des étudiants aux commerçants, qui rendent le gouvernement responsable de leurs difficultés, qui n'ont pas cessé par miracle avec le changement de gouvernement. Ce n'est pas qu'ils soient plus touchés que les autres par la crise, loin de là, ni particulièrement lésés par la politique gouvernementale. Au contraire, le gouvernement de gauche a sûrement manifesté plus de considération pour leur grogne que pour celle des grévistes d'Aulnay ! Il n'empêche que, même si la politique est la même que celle de la droite, l'étiquette « de gauche » du gouvernement suffit à les hérisser, à leur faire croire que ce sont les travailleurs qui sont favorisés à leurs dépens (et, moins la classe ouvrière manifeste son hostilité au gouvernement, plus les classes moyennes le croient). Et cela leur fait tendre l'oreille du côté de Chirac, de Barre ou de Giscard.

Alors, pavoiser à trois ans des élections législatives peut paraître un peu tôt. Mais le temps travaille pour les leaders de la droite, puisque c'est la gauche elle-même qui s'emploie à regonfler leur électorat !

Sylvie MARECHAL

Quand la droite se gonfle du discrédit de la gauche...

SUÈDE

Les patrons manifestent mais ce sont les travailleurs qui sont visés

Les patrons suédois manifestaient mardi 4 octobre, en réaction à un projet du gouvernement social-démocrate qui prévoit la création de « fonds syndicaux ». Il s'agit de prélever 20 % des bénéfices nets des grosses entreprises ainsi qu'une cotisation de chaque salarié qui passera de 0,2 % à 0,5 %, pour constituer un capital géré, entre autres, par les représentants syndicaux.

Ces fonds serviraient à acheter des actions cotées en Bourse et iraient donc renforcer les investissements.

Bien entendu, les patrons hurlent contre ce qu'ils jugent être une ingérence insupportable : « le plus grand projet de socialisation de l'économie suédoise qui ait jamais été présenté », **déclare la confédération patronale SAF. Ils se plaignent que les syndicats disposent déjà de trop de pouvoirs. Voilà pourquoi ils sont descendus à 20 000 dans la rue. En Suède aussi, les patrons aiment bien faire croire qu'on les écorche vifs.**

En fait la blessure serait loin d'être mortelle, tout au plus une égratignure. La ponction serait limitée à quelques entreprises et à une fraction minime du capital de celles-ci. Enfin, quant au « danger » de voir les syndicats avoir la haute main sur l'économie suédoise, on a estimé qu'au total les fonds syndicaux détiendraient en 1990 au maximum 8 à 10 % de l'ensemble des capitaux placés en Bourse.

Tout au plus cette innovation permettrait de créer un nouveau joujou pour les bureaucraties syndicales. Celles-ci pourront alors présenter cette mesure comme un grand pas en avant, comme un droit nouveau pour les travailleurs. C'est un refrain que nous connaissons nous aussi ici...

Plus importantes sont les contre-parties demandées. En échange en effet, le gouvernement se targue d'obtenir des sacrifices de la part des salariés.

Ainsi Ingvar Carlsson, vice-Premier ministre, déclare : « Le fond du problème c'est que, pour sortir de la crise, les entreprises doivent pouvoir faire de gros profits. 20 % iront donc dans les fonds. Mais dans le même temps, le pouvoir d'achat des salariés doit très peu augmenter au cours des prochaines années. » **Pour faire accepter cela par la base, la confédération syndicale majoritaire** « doit faire passer son projet. **(...)** Sans cela, nous risquons d'avoir des grèves sauvages ».

Présenté comme une conquête ouvrière, ce projet est en fait tourné contre les salariés. Car les sommes prélevées sur les entreprises ne quitteraient pas le monde des finances. On changerait seulement le chemin qu'elles empruntent pour aller se réinvestir. Par contre, ce qui sera prélevé par l'austérité sur le dos des travailleurs le sera bel et bien.

Le problème « de fond » n'est donc pas là où les patrons le voient, ou plutôt où ils font semblant de le voir.

Le problème est de savoir si les travailleurs suédois se laisseront abuser par cette machination à laquelle participent de concert patrons, gouvernement socialiste et bureaucratie syndicale.

André CASTILLE

ITALIE

Le gouvernement Craxi prône l'austérité

Il n'aura plus fallu longtemps au gouvernement italien dirigé depuis l'été dernier par le socialiste Bettino Craxi pour exposer clairement ses intentions. Il vient de présenter un plan d'austérité considéré comme **« l'un des plus sévères de l'après-guerre ».**

Ce plan vise à réduire de 40 000 milliards de lires (200 milliards de francs) les dépenses de l'Etat, en augmentant les impôts et en pratiquant des coupes sombres dans les dépenses sociales. Ainsi par exemple, le gouvernement Craxi prévoit de rendre permanent l'impôt sur les automobiles, de réduire le remboursement de certains soins et médicaments, de réduire les allocations familiales et de limiter la revalorisation des retraites. Par ailleurs, les budgets de l'Enseignement et de la Défense seraient amputés.

Et *L'Humanité* précise que ce plan ne serait encore que le **« hors-d'œuvre »,** le chef du gouvernement italien ayant estimé que **« trois années de sacrifices et d'austérité sont nécessaires pour redresser la situation ».**

Pour justifier ces mesures d'austérité, le gouvernement italien a invoqué la **« rigueur dans l'équité »,** ce qui n'est pas sans rappeler certains propos tenus en France par Mauroy, Mitterrand et les autres.

Les socialistes au gouvernement, en Italie comme en France, organisent l'austérité sur le dos des travailleurs. Mais en Italie le Parti Communiste ne participe pas au gouvernement. *L'Humanité* n'est donc pas gênée pour dénoncer **« l'austérité à l'italienne ».** En France aussi le budget d'austérité suscite l'hostilité générale mais, solidarité gouvernementale oblige, le PCF et sa presse se gardent bien de servir de haut-parleur à ce mécontentement.

Roger MEYNIER

PAKISTAN

Emeutes contre la dictature

Depuis un mois, de violents affrontements ont fait au Pakistan une centaine de morts. Plus de trente manifestants et trois soldats pakistanais sont morts jeudi 29 septembre dans la province du Sind (au sud du Pakistan). Des barricades avaient été construites afin de bloquer la circulation pour empêcher le déroulement d'élections locales. Le 2 octobre, au deuxième tour des élections, toujours dans la province du Sind, une fusillade a fait cinq morts : 4 soldats et un manifestant. Des opposants au régime militaire de Zia Ul Haq ont mis le feu à au moins cinq bureaux de vote.

Le Mouvement pour le Rétablissement de la Démocratie (MRD), regroupant pratiquement tous les partis de l'opposition, a appelé à la grève générale et au boycottage des élections locales, qui ont démarré jeudi 29 septembre et où les partis politiques sont interdits de participation. En fait, c'est depuis deux mois que le MRD a appelé la population pakistanaise à une campagne de désobéissance civile.

Il semble que l'agitation soit concentrée principalement dans la province du Sind. Elle se poursuit également dans les provinces du Baloutchistan et dans la province du Nord-Ouest, qui sont les régions les plus pauvres du Pakistan, pays qui est lui-même parmi les plus pauvres du monde.

Le produit national brut par habitant y est en effet de 317 dollars par an, soit moins de la moitié de celui de l'Iran et trente fois moins que celui de la France.

Et la quasi-totalité des paysans pakistanais sont des métayers qui arrivent juste à ne pas mourir de faim, et sur qui les propriétaires terriens ont encore tous les droits.

Et cela fait donc maintenant des mois que, dans les régions les plus pauvres, la population se bat contre la misère et la dictature militaire.

Mais ces combats, ils se font derrière le MRD, derrière les partis d'opposition. Du moins ce sont eux qui s'apprêtent à tirer les marrons du feu. Ces partis, ces hommes, qui espèrent revenir au pouvoir à la faveur de ces mouvements de révolte populaire, ce sont les mêmes — ou peu s'en faut — qui étaient au pouvoir avant les militaires. Les mêmes qui, derrière Ali Bhutto, au pouvoir jusqu'au coup d'Etat militaire de 1977, conduisirent de 1973 à 1977 la répression des révoltes des populations baloutches, répression qui a fait plus de 5 000 morts.

Alors, les ennemis des populations pauvres du Pakistan ne sont pas seulement du côté de la dictature militaire qu'elles combattent aujourd'hui. Ils sont aussi du côté de ces politiciens qui ne veulent chasser la dictature actuelle que pour la remplacer par une autre, et qui sont, tout autant que le général Zia, les défenseurs d'un ordre social qui repose sur la misère du plus grand nombre.

Marielle LEMONNIER

A l'heure du confessionnalisme

A la fin de la première semaine d'octobre, ni la date ni le lieu du « congrès libanais de réconciliation » prévu dans l'accord de « cessez-le-feu » du 25 septembre n'avaient encore été fixés. Quant au « cessez-le-feu » lui-même, il est resté tout relatif, nombre d'incidents l'ayant émaillé tout au long de la semaine.

Ce qui a cependant dominé les jours précédents, ce sont les manœuvres politiques plus que les manœuvres militaires. Et en particulier les déclarations de Joumblatt disant dans un premier temps *« qu'entre un Liban phalangiste et la Syrie, j'ai choisi la Syrie »*, et dans un deuxième temps lorsqu'il a annoncé la mise en place dans le Chouf d'une administration druze et qu'il a harangué six cents militaires druzes de l'armée libanaise dans une caserne, leur enjoignant de ne pas obéir aux ordres de Beyrouth *« tant qu'il n'y aura pas de consensus national »*.

C'est que aujourd'hui, toutes les fractions politiques aux prises au Liban jouent la carte du confessionnalisme, y compris celles considérées comme « la gauche libanaise », c'est-à-dire Joumblatt et son parti, le Parti Socialiste Progressiste (PSP). Ceux-ci apparaissent aujourd'hui comme un parti purement druze. Ils ne cherchent nullement à unifier la lutte des différentes composantes de la population. Le sentiment d'unité existait pourtant en partie lors de la guerre civile précédente de 1974 à 1976. Il avait alors pour les masses populaires un contenu politique et social. Il faut dire que ce sentiment et cette aspiration à l'unité n'avaient nullement été le fait des dirigeants politiques qui avaient cherché à l'exploiter en particulier Kamal Joumblatt, le père de Walid. Il avait pris naissance, entre autres, grâce à l'exemple que constituait la présence des Palestiniens au Liban. Armés et organisés, ces derniers avait permis à toutes les couches et les confessions opprimées du Liban de tenir tête à un Etat entièrement au service des privilégiés, essentiellement chrétiens maronites. Mais à l'époque, Joumblatt et la gauche n'avaient nullement cherché à donner une direction et une expression politique à cette lutte, n'envisageant même pas de créer une « administration civile » dans les régions tenues par la gauche, comme celle que Joumblatt parle aujourd'hui de créer dans le Chouf.

C'est cette absence de direction qui a conduit très logiquement à la défaite de la coalition de gauche, que l'on appelait alors « palestino-progressiste », d'abord sous les coups de l'alliance des Phalanges avec l'armée syrienne, puis sous ceux de l'invasion israélienne du Liban. Et Joumblatt apparaît, comme tous les autres représentants politiques qu'il est question de réconcilier aujourd'hui, comme ce qu'il n'a jamais fondamentalement cessé d'être : un politicien s'appuyant sur une entité confessionnelle avec laquelle il entretient des relations de type féodal.

Autre réalité, aujourd'hui que les Palestiniens ont été militairement affaiblis, c'est que tous jouent la carte anti-palestinienne. Tandis que les troupes syriennes encerclent les forces fidèles à Arafat repoussées dans le Nord-Liban, que les bureaux du Fath à Damas sont fermés, Joumblatt a droit aux félicitations des Israéliens pour avoir promis d'exclure les Palestiniens du Chouf.

Un accord se fera-t-il entre les partis qui s'affrontent au Liban ? Ce n'est pas sûr, car l'attitude de l'impérialisme et du clan qui lui est le plus étroitement lié — le clan d'Amine Gemayel, des Phalanges et du Liban chrétien — tend à montrer qu'ils ne sont même pas prêts au compromis que les politiciens druzes, chiites ou autres, tels que Joumblatt, se montrent prêts à rechercher à tout prix. Mais pour la population pauvre du Liban, l'enjeu a en tout cas en grande partie perdu de son sens. Car depuis longtemps, sa lutte a été vidée de son contenu par ces politiciens à la Joumblatt, pour céder la place à l'affrontement de clans et d'armées échappant à tout contrôle.

L.G.

Miliciens druzes dans le Chouf. (Photo UPI)

L'impérialisme protecteur des banquiers de Beyrouth

Pour justifier l'intervention de leurs troupes au Liban, les gouvernants français invoquent invariablement les « liens historiques », le rôle traditionnel de « protecteur des chrétiens du Liban » qui serait dévolu à la France, France que, paraît-il, l'on appelle encore la « douce mère » chez certains chrétiens maronites.

Mais la « douce mère » en question n'est, comme on s'en doute, nullement désintéressée. Puissance coloniale à l'époque du Mandat français sur la Syrie et le Liban entre les deux Guerres mondiales, la France cultive depuis longtemps ses relations avec la bourgeoisie chrétienne maronite du Liban.

Car cette bourgeoisie chrétienne s'est spécialisée dans le rôle d'intermédiaire financier entre le monde arabe et le capitalisme occidental. C'est de ce rôle d'intermédiaire qu'elle tire toute sa richesse... mais aussi son attachement aux « valeurs occidentales », qui ne sont pas tant celles du christianisme que celles des banques et de leurs coffres-forts. Et c'est ce qui vaut aussi à la bourgeoisie maronite tant de sollicitude de la part des dirigeants impérialistes français ou américains.

Dans ce pays sous-développé, montagneux et sans ressources, à peine grand comme un département français, s'étale en effet, même aujourd'hui, après huit ans de guerre civile, la bourgeoisie la plus riche du Moyen-Orient, régnant sur un entrelacs d'établissements bancaires attirant des dépôts en constante progression. C'est dans les banques de Beyrouth que préférentiellement les riches pétroliers du golfe Arabo-persique et d'Arabie Saoudite déposent leurs avoirs.

C'est chez elles aussi que se sont réfugiés les avoirs des riches bourgeois du monde arabe, d'Egypte et de Syrie par exemple, lorsque ceux-ci craignaient que la politique nationaliste de leurs gouvernements ne lèse leurs intérêts.

Concentrant ainsi entre ses mains une grande partie des capitaux moyen-orientaux, la bourgeoisie beyrouthine se fait fort de leur trouver des placements rémunérateurs, le plus souvent en Europe ou aux USA. Spécialisée également dans l'importation des produits manufacturés en provenance des pays occidentaux, c'est par l'intermédiaire de ses banques que se font une grande partie des règlements relatifs au transit de marchandises dans la région. Les mouvements financiers de la place de Beyrouth se font ainsi dans deux sens : drainage des capitaux arabes vers l'occident et vente de marchandises occidentales au Moyen-Orient. Et si, globalement, ce mouvement de richesses implique l'appauvrissement des pays de la région au profit du capitalisme européen ou américain, la bourgeoisie libanaise, qui encaisse au passage son bénéfice sur toutes ces opérations, n'en est pas moins, elle, considérablement enrichie.

La guerre civile que connaît le pays depuis 1975 n'a nullement diminué ce rôle de la bourgeoisie libanaise. Celle-ci a bénéficié durant cette période du gros afflux de capitaux, consécutif à l'augmentation des prix du pétrole et même... des très importantes dépenses de guerre faites dans le pays par les diverses armées en présence. Les dépôts dans les banques libanaises ont ainsi quadruplé pendant la guerre. En outre les bourgeois libanais exilés provisoirement en Europe ou aux USA pour cause de guerre en ont en général profité pour développer leurs affaires.

De petites banques libanaises sont ainsi devenues de grosses banques d'investissements ayant leurs succursales dans les Emirats du Golfe aussi bien qu'en Europe. Elles contrôlent souvent des ensembles immobiliers, des mines, des complexes hôteliers en Europe ou aux USA, voire des entreprises comme les Chantiers Navals de La Ciotat en France, possession de capitaux libanais. Les banques libanaises sont d'ailleurs souvent un lieu où il devient difficiel de démêler quels capitaux sont libanais, koweitiens, saoudiens, ou français et américains. On compte parmi elles un certain nombre de filiales de banques françaises comme la Libano-Française (détenue par le groupe Suez), la Banque de Syrie et du Liban (détenue par Paribas), la banque Trad-Crédit Lyonnais.

Intervenant pour tenter de remettre sur pied l'Etat libanais, les USA et la France protègent en partie des intérêts qui sont directement ceux de bourgeois français et américains. Depuis l'époque du mandat, les intérêts français sont nombreux au Liban. L'Etat français lui-même est resté un des grands propriétaires de Beyrouth et il se sert de l'atout que représente la francophonie et les relations traditionnelles avec une partie de la bourgeoisie chrétienne maronite pour tenter de décrocher préférentiellement des contrats pour les entreprises françaises ; c'est ainsi que c'est CIT-Alcatel et Thomson-CSF qui ont été chargés de la modernisation du réseau téléphonique, Aéroport de Paris qui devrait prendre en charge celle de l'aéroport de Beyrouth. Il y a, dans cette course aux marchés, un élément de concurrence avec l'impérialisme américain, ce dernier ayant en partie supplanté l'impérialisme français après la fin de son mandat sur le Liban. Il y a dans l'ardeur interventionniste des gouvernants français une volonté de démontrer à la bourgeoisie libanaise que son meilleur protecteur est à Paris... et que c'est donc là qu'il vaut mieux diriger ses capitaux !

Mais au-delà de ces intérêts immédiats, c'est en défenseurs des intérêts généraux de l'impérialisme que les armées française, américaine et italienne présentes au Liban se comportent. Beyrouth et le Liban sont une place forte du capitalisme international, un des points où se concentrent les capitaux, une des voies de passage stratégiques par où l'argent et les richesses d'une partie du Tiers Monde va rejoindre les coffres-forts des banques occidentales. A l'aide de soldats, de porte-avions et de « Super-Etendard », les impérialistes occidentaux signifient aux peuples et aux Etats de la région qu'ils ne toléreront pas qu'on y touche.

André FRYS

Les Philippines sous

Reagan, meilleur soutien de la dictature

Reagan n'ira pas aux Philippines, du moins pas en novembre prochain, comme prévu.

La situation explosive que connaît cette ex-colonie américaine est sans nul doute pour quelque chose dans le report du voyage du président américain.

L'assassinat du leader de l'opposition modérée, Benigno Aquino, le jour de son retour à Manille, a donné lieu depuis à des manifestations sans précédent.

Malgré une répression qui ne se relâche pas — la police a fait encore onze morts officiellement et plus de cent blessés, lors de la journée de désobéissance civile organisée par l'opposition le 21 septembre dernier — les manifestations d'opposition ne se relâchent pas.

Le régime du dictateur Marcos est de plus en plus isolé. Il a même perdu le soutien de l'Eglise, pourtant pas spécialement à gauche, et des milieux d'affaires pro-américains, qui ont organisé eux aussi leurs manifestations.

Le dictateur Marcos s'accroche cependant à son pouvoir et, s'il n'a pas réinstauré la loi martiale, il vient de décider que toute manifestation contre son régime, tout écrit ou discours « séditieux » serait désormais passible de la peine de mort.

Dans un tel contexte, la décision de Reagan de reporter son voyage apparaît pour l'opposition comme un désaveu de Marcos.

Certes, il n'est pas impossible qu'un jour ou l'autre les dirigeants américains veuillent remplacer un dictateur usé par un politicien plus apte à assurer la continuité de la défense de leurs intérêts dans ce pays.

Il est probable qu'Aquino, s'il n'avait pas été assassiné à son retour des Etats-Unis, aurait pu postuler au rôle de remplaçant de Marcos avec l'aval des dirigeants américains.

Mais ceci dit, si Reagan doit un jour lâcher Marcos, aujourd'hui ce n'est pas dans ce but qu'il a annulé son voyage aux Philippines.

S'il l'a fait, c'est tout d'abord pour que son image de « républicain » n'ait pas trop à souffrir du contact avec l'assassin notoire d'Aquino, alors que le cadavre de celui-ci est à peine refroidi.

Et ensuite, c'est parce qu'il préférerait ne pas avoir à affronter des manifestations de la population des Philippines qui s'illusionne peut-être sur l'opposition que représentait Aquino, mais ne s'illusionne en tout cas pas sur le régime de Marcos, qu'elle assimile non sans raison à la présence américaine.

Et Reagan ne voulait pas prendre le risque, en apparaissant aux côtés du dictateur haï, de polariser les manifestations populaires contre la présence américaine aux Philippines, responsable et de la dictature et du sous-développement que connaît le pays.

La presse nous apprend d'ailleurs que, parallèlement aux manifestations de rue contre Marcos, des grèves ont éclaté sur les bases américaines de Subin Bay et de Clark, où 22 000 employés philippins, face à la dévaluation de 30 % du peso, réclament des augmentations de salaires, grèves que les militaires américains essayent de briser en faisant venir des ouvriers de Guam ou même des soldats américains.

Alors, ce qui préoccupe Reagan et le retient de se rendre aux Philippines, ce n'est pas encore son état de santé à lui, mais bien celui du régime mis en place par l'impérialisme américain dans sa « possession » des Philippines.

Cécile BERNIER

La crise d'un régime

Manifestation de soutien à Aquino.

Un lourd passé colonial

Ancienne colonie espagnole depuis la deuxième moitié du 16e siècle, l'archipel des Philippines devint colonie américaine en 1898. En effet l'Espagne, dont la garnison avait été défaite par le mouvement nationaliste philippin, s'était résignée à vendre son ancienne colonie aux Etats-Unis. Ceux-ci dépêchèrent sur place jusqu'à 126 000 soldats pour venir à bout du mouvement nationaliste. Cette longue guerre coloniale des Etats-Unis fut féroce : dans son livre *Les Philippines* (éditions L'Harmattan), Charles-Henri Foubert rapporte les propos d'un général américain, le général Shafter, qui déclarait en 1899 : *« Il sera peut-être nécessaire de tuer la moitié des Filipinos, pour permettre à l'autre moitié de rejoindre un niveau de vie supérieur à leur présent état semi-barbare ».* De fait, les troupes américaines massacrèrent des centaines de milliers de Philippins ; le général Bell admettait que, en 1901 dans la seule île de Loçon, 600 000 personnes étaient mortes des suites de la guerre, soit un habitant de l'île sur six. Or les combats durèrent dans certaines îles de l'archipel jusqu'en 1909, et même 1914 pour l'île de Mindanao...

Autant que le colonialisme espagnol, le colonialisme américain s'accommoda fort bien des structures féodales de la société philippine, et jamais ne fut engagée une réforme agraire qui aurait permis aux paysans — les trois quarts de la population — de vivre de leur travail.

Par contre, l'impérialisme américain mit l'économie du pays en coupe réglée, s'imposant comme quasi unique partenaire commercial. Alors que, en 1899, les Etats-Unis représentaient 9 % des importations philippines et 18 % des exportations, en 1933 ces chiffres étaient passés à 64 % pour les importations et 83 % pour les exportations.

Sur le plan de la vie politique, si les Etats-Unis avaient veillé à « philippiniser » l'administration et le gouvernement local, ils gardaient la direction de l'armée, un droit de veto sur toute décision du gouvernement philippin ainsi que le contrôle de la monnaie et du commerce. De plus, une loi (toujours en vigueur de fait) accordait parité des droits entre citoyens philippins et citoyens américains.

la botte américaine

Une indépendance formelle

Pendant la Deuxième Guerre mondiale, l'archipel passa sous contrôle japonais. La résistance nationaliste s'organisa autour des Huks, une organisation nationaliste formée de militants rescapés de la répression japonaise contre le Parti Communiste Philippin et d'autres militants nationalistes. Les activités de résistance des Huks firent que le Japon ne parvint à occuper effectivement que 12 provinces sur 48. Dans les territoires qu'ils contrôlaient, les Huks menèrent une politique semblable à celle que menait à la même époque le Parti Communiste Chinois, par exemple, distribuant les terres, organisant enseignement et élections.

Sitôt débarquées, les troupes américaines désarmèrent les Huks, emprisonnèrent leurs dirigeants, rendant les terres qui avaient été confisquées à leurs anciens propriétaires. Parallèlement, les Américains se dépêchèrent de « réhabiliter » les politiciens philippins qui avaient collaboré avec les Japonais, à commencer par leur candidat à la présidence de la République philippine, formellement créée en juillet 1946, Manuel Roxas, le premier président des Philippines.

Formellement indépendante, la République philippine dépendait plus que jamais de la politique voulue par les Etats-Unis.

Comme prix de l'aide économique fournie par les Etats-Unis pour la reconstruction (620 millions de dollars ; Manille était, après Varsovie, la capitale ayant subi le plus de destructions), l'impérialisme américain imposa une loi conférant aux sociétés et citoyens américains des droits égaux à ceux des Philippins dans l'exploitation des matières premières, un système de libre échange entre les deux pays, le droit de veto américain concernant toute modification de la valeur de la monnaie nationale. En même temps, en 1947, un accord fut signé permettant aux Etats-Unis d'installer 23 bases militaires, à l'intérieur desquelles les soldats américains jouissaient du privilège d'extra-territorialité, et ne pouvaient donc pas être poursuivis pour les délits ou crimes commis à l'extérieur. Ces bases sont aujourd'hui les principales bases américaines dans le Sud-Est asiatique.

Quant à la vie politique locale elle était, et reste étroitement contrôlée par l'impérialisme américain.

Les manifestants s'apprêtent à brûler l'effigie de Marcos et le drapeau américain.

La dictature de Marcos

A l'ombre d'un tel système, les sociétés américaines ont pu prospérer, concurrençant et ruinant les sociétés proprement philippines, le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale veillant à l'abandon de toute mesure protectionniste.

Du fait de la spirale de prêts qui ont fait des Philippines — comme de tous les pays sous-développés — un pays dont la dette extérieure ne fait que s'accroître, le gouvernement philippin est pieds et poings liés devant les organismes financiers internationaux contrôlés par les grandes puissances impérialistes.

Ce système, pour fonctionner au mieux des intérêts impérialistes, nécessite que le pouvoir n'ait pas la moindre velléité nationaliste. De fait, le pouvoir, sous des apparences parlementaires, se réduit à la dictature de grandes familles richissimes, richissimes du fait même qu'elles sont au pouvoir.

C'est en 1965 que l'actuel dictateur, Ferdinand Marcos, fut élu à la présidence de la République. Il fut réélu en 1969, à la suite d'une campagne électorale où il dilapida littéralement les fonds de l'Etat : l'Etat fit banqueroute peu après les élections et dut faire appel à des prêts internationaux.

Attisée par la misère accrue qui s'ensuivit, l'agitation de rues fut une constante des années 1970-1972. La police y répondit avec une violence de plus en plus grande, faisant des dizaines de morts et des centaines de blessés.

Aux élections législatives de 1971, le Parti Libéral d'opposition l'emporta, propulsant en avant son leader, Benigno Aquino, dont tout le monde s'attendait à ce qu'il fût élu aux élections présidentielles suivantes.

Le regain de nationalisme et de sentiments anti-américains eut sa traduction au sein de l'appareil d'Etat. En août 1972, la Cour Suprême philippine déclarait inconstitutionnels les droits préférentiels dont les citoyens américains avaient joui depuis la clause de parité. Toutes les terres acquises par des Américains du fait de cette clause étaient déclarées « illégalement occupées » et devaient être restituées avant 1974.

C'est dans ce contexte d'agitation sociale et politique que Marcos, le 21 septembre 1972, avec la bénédiction des Etats-Unis, déclarait la loi martiale, accaparant la totalité du pouvoir.

Un paradis pour les capitaux un enfer pour la population

La loi martiale n'a été suspendue qu'en 1981. Durant les dix années d'état d'exception, les mécontentements se sont accumulés.

L'économie philippine a été directement dirigée par des hommes liges de la Banque Mondiale et des divers organismes financiers des pays impérialistes, à commencer par le Premier ministre, Virata. Sous la houlette de ces organismes, les « zones franches » se sont multipliées, zones où les capitaux étrangers peuvent librement s'investir à l'abri de toute imposition et profiter d'une main-d'œuvre quasi enfantine, peu syndicalisée et privée du droit de grève, dont Marcos a veillé à ce qu'elle reste sous-payée pour attirer les capitaux. Durant ces dix années, les organismes financiers internationaux ont pris soin que les Philippines soient un paradis pour profits immédiats. Sans que les investissements se traduisent en quoi que ce soit par un enrichissement des habitants, ou même simplement du pays. Les Philippines voient arriver des cargaisons de matières premières et de machines, et repartir d'autres cargaisons de semi-conducteurs, destinés à alimenter d'autres usines de montage dont les produits finiront dans les magasins de New York ou de Tokyo. Les industries alimentaires sont dirigées par deux puissants trusts américains, et uniquement destinées à l'exportation. Pendant ce temps, la population a vu son niveau de vie baisser dans des proportions catastrophiques. La Banque Mondiale elle-même, dont les directives ont pourtant été appliquées à la lettre, déclarait pudiquement à propos de la pauvreté, dans un rapport de 1980 : *« Il n'y a pas eu d'amélioration significative au cours de la dernière décennie »...* Ce qui est le moins qu'on puisse dire ! A la même époque, un rapport de l'Organisation Mondiale de la Santé affirmait que 78 % de la population souffraient de malnutrition. Selon les statistiques du ministère de l'Agriculture philippin lui-même, en dix ans, la consommation de viande et d'œufs a baissé de moitié. Plus grave encore, la consommation de riz a diminué, alors que c'est là la principale nourriture. Avec les conséquences que l'on imagine sans peine : enfants aveugles par manque de vitamines, tuberculose, lèpre, etc. Et les conséquences sociales qu'a illustrées le film passé à la télévision française sur *Les trottoirs de Manille...*

Une situation explosive

L'armée, principal soutien de la dictature, se rend coupable, dans les campagnes, d'exactions quotidiennes, volant, violant, massacrant parfois. Ce que reconnaît indirectement le pouvoir en indiquant, pour minimiser la situation, que depuis 1972, 500 officiers ont été convaincus d'abus de pouvoir et plus de 7 000 soldats renvoyés de l'armée, tandis que 10 000 policiers auraient été sanctionnés ! Cette armée est passée de 60 000 hommes en 1975 à 300 000 aujourd'hui, car en fait le pouvoir doit faire face à une guerre civile permanente. La Nouvelle Armée Populaire, émanation du Parti Communiste maoïste, mène une guérilla qui ne fait que progresser et dont l'implantation s'étend sur les deux tiers de l'archipel, grâce à la création du Front National Démocratique qui a des partisans jusque dans le puissant clergé. Enfin, dans le Sud, les musulmans philippins, les Moros, mènent une guerre d'indépendance depuis des années.

Le vide s'est fait autour de la dictature de Marcos, qui ne doit d'être en place qu'au soutien qu'il a eu de la part des Etats-Unis et, c'est lié, de la part de l'armée philippine. Y compris la hiérarchie catholique a rompu avec Marcos. Quant à l'opposition libérale, pro-américaine, elle semble avoir été à l'origine d'une vague d'attentats terroristes à Manille en 1980, vague d'attentats qui a forcé Marcos à supprimer la loi martiale. Jusqu'à ces dernières semaines, le leader le plus en vue de cette opposition libérale était Benigno Aquino, réfugié aux Etats-Unis, et qui plaidait sa cause auprès du gouvernement américain en se présentant comme le dernier rempart contre une explosion sociale. Lorsque Aquino a décidé de rentrer à Manille, le dictateur usé, Marcos, a-t-il eu le sentiment que les Etats-Unis étaient en train de préparer sa succession et a-t-il pris les devants en faisant exécuter une relève possible ?

Le drame de la situation aux Philippines, c'est que l'opposition qu'on voit se disposer à prendre la relève de Marcos n'est que l'exact pendant du régime actuel. Aquino a été assassiné mais, pour lui et ses semblables, c'est des Etats-Unis qu'ils entendent obtenir l'aval pour prendre la succession du dictateur usé. Et s'ils sont prêts à s'appuyer sur des manifestations populaires, ce n'est que pour mieux faire rentrer ensuite la population dans le rang. Car ces politiciens, pour libéraux qu'ils se donnent aujourd'hui, sont au service des mêmes intérêts que Marcos : ceux des possédants, des financiers qui vivent et tirent profit de l'exploitation des Philippines et de sa population.

Jean-Jacques FRANQUIER

PTT, SNCF, RATP :

Cela fait quatre semaines que des grèves ont lieu dans les tris postaux, et cela fait déjà trois semaines qu'on nous annonce la fin du mouvement. Mais chaque semaine apporte son lot nouveau de centres qui entrent en lutte, cependant que d'autres terminent leur grève.

La grève dans les tris postaux fait long feu. Et les dirigeants syndicaux l'ont voulu ainsi. Alors que le mécontentement et la volonté de réagir touchaient la majorité des centres de tri, les directions syndicales n'ont rien fait pour concentrer la volonté de lutte dans une riposte organisée, qui aurait eu bien plus de puissance, qui aurait peut-être eu la force d'entraîner les hésitants et aurait constitué un encouragement, y compris pour d'autres catégories de travailleurs, eux aussi en butte aux économies qu'on veut faire sur leur dos.

Aux PTT, les débrayages se sont faits centre par centre, souvent brigade par brigade. Les débrayages se font service par service, dans l'ignorance complète de ce qui se passe dans les autres centres. Aucune des centrales syndicales n'a voulu d'un plan d'ensemble de lutte et elles ont laissé les employés des tris réagir au coup par coup.

De même aux Chèques Postaux, où là aussi des employées réagissent et où des mouvements se poursuivent. A la SNCF, des mouvements éclatent contre les sanctions et contre les suppressions de postes. A la RATP, c'est également pour s'opposer à des suppressions de postes que les conducteurs de la ligne n° 9 ont débrayé.

Les syndicats font en sorte que tous ces mouvements ne puissent converger. Pas plus que leurs homologues de Belgique, ils ne veulent de la seule et véritable réponse à la politique d'austérité mise en place contre les travailleurs en cette période de crise : une offensive d'ensemble de la classe ouvrière.

Et, faute de l'existence d'une autre direction représentant les véritables intérêts des travailleurs et capable d'enlever aux bureaucraties syndicales la direction des luttes, une occasion vient probablement d'être gâchée.

Nous ne savons pas s'il s'en présentera beaucoup d'autres avant que la classe ouvrière ne se démoralise. Mais ce qui est sûr, c'est que l'attitude des directions syndicales conduit les travailleurs à la défaite.

Centre de tri automatique Issy-les-Moulineaux

LE MOUVEMENT N'EST PAS FINI...

Les négociations avec Mexandeau du mercredi 28 septembre n'ont rien donné, même si les syndicats les ont qualifiées de « *franches et cordiales* ». A Issy CTA, le mouvement continue (le centre compte six cents employés et préposés, répartis en sept brigades et des services annexes). Dans les brigades de jour, qui ont eu... en partie satisfaction sur le plan local, il ne reste qu'une dizaine de postiers qui font grève une heure ou plus, par brigade de 40 ; et dans la brigade 17 h-24 h, le mouvement s'effrite. Par contre, en nuit, nous sommes restés de 90 à 100 à arrêter le travail chaque nuit, jusqu'au vendredi 30 septembre.

Les nouveaux horaires entraient en application le 1er octobre. Pour le week-end, la CGT proposait, comme elle l'a fait dans d'autres centres, que l'on vienne travailler le samedi 1er au soir (alors que le plan prévoit la fermeture du centre de tri). Mais, comme l'a dit un gréviste : « *Escalader les grilles pour venir travailler, on va avoir l'air malin* ». Et le délégué CGT a eu beau répéter que « *venir travailler était une forme de lutte* », il n'a convaincu personne. De plus, la brigade C, qui devait venir travailler la nuit du dimanche à lundi, décidait que « *puisqu'on n'avait pas travaillé samedi, il n'y avait pas de raisons de venir travailler le dimanche non plus* ». Seuls 17 non-grévistes ont travaillé cette nuit-là !

Pour le lundi, les nouveaux horaires prévoyaient que nous devions venir à 19 h 30 au lieu de 20 h. Mais nous avions décidé de venir quand même à 20 h, et de nous réunir pour discuter de ce que nous allions faire. Nous nous sommes retrouvés à une centaine. Beaucoup se disaient que le mouvement était en train de s'effriter et que ce n'était pas seuls à Issy CTA que nous ferions reculer le plan Daucet-Mexandeau. Par contre, des informations venues des autres centres montraient que les directions départementales semblaient lâcher du lest en ce qui concerne la possibilité de continuer à cumuler les repos compensateurs, ce qui permettrait aux provinciaux de pouvoir continuer à retourner chez eux facilement.

C'est pourquoi, sur proposition de quelques grévistes, la brigade décidait une manifestation pour le jeudi 6 à la direction départementale, pour exiger des aménagements d'horaires, et de continuer le mouvement jusque-là.

La CFDT a repris cette proposition et a demandé une entrevue pour jeudi à la direction départementale. Les responsables CGT n'ont rien dit.

Et c'est 103 personnes sur 120, lundi soir, qui ont arrêté le travail, 55 pour toute la nuit, et 48 une partie de la nuit. Le mardi soir, c'était la même chose. Et ce soir mercredi, où c'est la brigade inverse qui prend le travail, il en sera probablement de même, jusqu'à jeudi.

Pour l'instant, les sacs continuent de s'entasser dans le centre de tri ou sont envoyés ailleurs. Pas toujours avec succès ! Par exemple, dans la nuit du mardi, l'administration a envoyé du courrier à Nanterre. Mais du coup, alors qu'elle avait arrêté le mouvement, la brigade de nuit de Nanterre a débrayé à partir de minuit !

Correspondant LO

Centre de tri Austerlitz

LES DÉBRAYAGES CONTINUENT... MAIS OÙ VA-T-ON ?

A Austerlitz, cela fait maintenant près d'un mois qu'il y a des débrayages contre le plan Daucet.

C'est surtout dans les deux brigades de nuit que ces débrayages ont lieu notamment au Transbordement : de 20 h à 22 h 30, au moment du plus fort trafic, et quelquefois en fin de nuit.

En salles de tri, cela est variable selon la brigade : ainsi l'une des deux brigades de nuit débraye 1 heure en début de vacation, pour refuser le nouvel horaire de prise de service avancé d'un quart d'heure le soir. Dans l'autre brigade, les débrayages ont lieu au cours de la nuit, ou bien en fin de nuit.

En brigades de jour, il y a moins de débrayages. Néanmoins vendredi dernier c'est une bonne soixantaine de collègues qui ont débrayé une heure, afin de rapporter à la direction la lettre que Daucet avait envoyée à tous les agents pour vanter les mérites de son plan, la nécessité de la modernisation de la poste... et un tas de balivernes.

Centre de tri Montparnasse

Les brigades des salles de tri ont repris le travail, après avoir obtenu que la diminution du temps de travail se concrétise par un jour de repos supplémentaire par mois en maintenant les horaires actuels.

Par contre, dans les brigades de nuit, le personnel continue de débrayer une heure ou deux par vacation. Dans certains services du Transbordement, nous sommes une trentaine à continuer de faire une demi-vacation de grève par jour. Il faut dire que dans ces services nous n'avons rien obtenu : les camarades du roulement perdent jusqu'à trois semaines de congés par an.

Bien sûr, pour nous, les perspectives sont minces de faire reculer l'administration, et nous en sommes conscients. Mais nous tenons à marquer le coup face à l'administration, et les gerbes de sacs qui encombrent les quais de transbordement incitent peu à la reprise.

L'administration aurait tort de se croire quitte. Le mécontentement demeure vif.

Dans ce mouvement, beaucoup de camarades ont compris qu'il n'y avait rien à attendre des centrales syndicales. Avec le comité de grève, nous avons commencé l'apprentissage d'une autre direction pour nos luttes futures.

Correspondant LO

Le cauchemar... des chefs de centre. (Photo AFP)

Centre de tri Montrochet à Lyon

Au centre de tri de Montrochet, le mouvement touche les brigades de nuit et de l'entre-

La grève en miettes

Quand les syndicats font semblant de se battre

CCP - Paris Bourseul

Jeudi 29 septembre, nous étions près de 40 % à faire grève contre le projet de l'administration : supprimer le travail du samedi pour nous le faire récupérer par des retours supplémentaires. La grève avait été décidée le mardi par une AG du personnel.

Et le jeudi matin, c'est à 300 que nous nous sommes rassemblées pour partir en manifestation dire notre ras-le-bol à la direction des CCP, à Montparnasse. L'ambiance y était, la détermination aussi.

Mais au moment de partir, alors que la CGT avait jusqu'à présent soutenu le mouvement, un délégué de la CGT a pris la parole pour dire que nous n'étions pas assez nombreuses et qu'il n'était pas « raisonnable » d'aller manifester ! Inutile de dire qu'il s'est fait copieusement huer.

Cette attitude de la CGT a permis à la CFDT d'apparaître comme plus combative et de redorer son blason alors que, depuis le début, elle n'avait fait, elle aussi, que traîner la patte.

La quasi-totalité du personnel rassemblé est alors parti, en laissant en plan une bonne partie des militants de la CGT. Mais le reste des militants et la plupart des syndiqués CGT ont suivi le gros de la troupe, révoltés par l'attitude des responsables.

Cette journée de grève avec manifestation correspondait à ce que voulait faire le personnel et, malgré les manœuvres des syndicats, la plupart sont contentes de ce qu'elles ont fait. Une partie des grévistes a d'ailleurs bien compris que, pour l'avenir, elles ne devront compter que sur elles-mêmes.

Correspondant LO

pôt. Des débrayages ont eu lieu toutes les nuits depuis le 26 septembre. Les AG se tiennent à minuit et les arrêts de travail ont été suivis à plus de 80 %. C'est la CGT qui dirige le mouvement.

La nuit de jeudi à vendredi, la plupart des grévistes sont restés pour bloquer les portes et empêcher les camions de rentrer jusqu'à 6 h du matin.

Samedi soir la direction, prenant les devants, a enchaîné le portail afin d'empêcher les grévistes d'entrer.

Maintenant, la CGT propose de limiter les débrayages à trois heures par nuit.

Correspondant LO

Centre de tri automatique de Créteil

La grève commencée le lundi 19 septembre au centre de tri de Créteil a continué dans toutes les brigades jusqu'à vendredi dernier 30 septembre sans interruption. Mais en cette fin de deuxième semaine de grève, le nombre des grévistes qui, jusqu'au mercredi, représentait en moyenne 60 % du personnel, avait baissé, puisque vendredi nous n'étions qu'environ 150 grévistes sur un peu plus de 450 agents et préposés affectés au tri du courrier et chargement des camions.

Le lundi 3 octobre, les nouveaux horaires devaient entrer en vigueur : de 7 h à 13 h pour la brigade du matin (au lieu de 6 h-12 h), de 13 h à 20 h 30 pour la brigade d'après-midi (au lieu de 12 h-19 h 45) et un décalage, différent selon les services, pour les horaires des brigades de nuit. Quant à la brigade qui travaille le lundi matin, elle n'est plus convoquée ce jour-là qu'à demi-effectif en échange d'un tour plus fréquent pour le travail des samedis après-midi.

La direction du Centre s'étant plainte que personne n'était venu discuter alors qu'elle avait des propositions à nous faire, c'est à une quarantaine que nous sommes allés la voir lundi après-midi. Mais elle n'avait rien à dire qui réponde à nos revendications.

Depuis lundi on continue donc dans le centre des débrayages, diversement suivis, d'une vacation, d'une demi-vacation, ou d'une heure en fin de poste, la section CFDT qui avait jusqu'à présent dirigé la grève ayant proposé, un peu au choix, ces diverses formes de protestation.

Correspondant LO

La grève des conducteurs

SNCF

La deuxième quinzaine de septembre a vu se succéder en plusieurs points du réseau des grèves de conducteurs.

Il y a eu la grève du dépôt de Paris Sud-Ouest, les 14, 15 et 16 septembre. Peu avant, le dépôt de Nîmes avait fait 24 heures de grève. Le 23, à nouveau 24 h de grève, sur la banlieue Nord de Paris cette fois, par les conducteurs des dépôts de La Chapelle et Persan-Beaumont. Ce matin-là, les dépôts de Nevers, Clermont-Ferrand et Montluçon venaient de reprendre le travail. Le lendemain, c'était Bordeaux qui était appelé à 24 heures de grève. Et quelques jours plus tard, le 29, les agents de conduite de Sotteville-les-Rouen débrayaient à leur tour.

C'est donc encore une fois les uns après les autres que les cheminots ont affronté la direction SNCF. Pourtant, le motif était partout le même : le refus des mises à pied qui sanctionnent désormais même les fautes professionnelles, en application d'un tout nouveau règlement. A Paris s'y ajoute le refus de la conduite à agent seul, mesure qui menace d'autres secteurs.

Les roulants de Paris Sud-Ouest avaient pu vérifier que, dans tous les dépôts dont ils avaient rencontré des roulants, leur grève était suivie avec sympathie, que les roulants se sentaient tous concernés. Ceux de Versailles-banlieue s'étaient d'ailleurs mis en grève par solidarité. Et à Paris même, certains sédentaires, comme le Service Intérieur, suivaient largement la grève.

Si elles n'ont concerné qu'une minorité de la quarantaine des dépôts de l'ensemble du réseau, ces grèves ont tout de même affecté les deux premiers dépôts du pays, Paris Sud-Ouest et La Chapelle, qui gèrent respectivement 700 et 500 engins moteurs sur un total de 8 000, avec 80 voire 90 % de grévistes. Pendant 3 jours, il n'y avait plus qu'un train sur quatre sur la banlieue Austerlitz ; un train sur quatre également sur la banlieue Nord pendant une journée (chiffres SNCF) ; tout le trafic omnibus et à certains moments grandes lignes a été paralysé autour de Rouen, où la SNCF a fait donner la police contre les conducteurs de Sotteville qui occupaient des postes d'aiguillage.

En fait, il n'est pas impossible qu'en cette deuxième quinzaine de septembre les conditions aient été réunies pour qu'un mouvement de protestation de l'ensemble des roulants, voire plus, puisse s'exprimer à l'échelle de tout le réseau. Seulement voilà : les organisations syndicales, qui ont les moyens de le vérifier, puis de centraliser les éléments permettant d'en juger et d'en faire état publiquement à ceux qui sont concernés, s'en sont bien gardées. La CGT, la CFDT, la FGAAC (syndicat corporatiste chez les roulants) ont appelé à la grève localement, à tour de rôle, sans aucune information venant de l'extérieur. Seuls les entrefilets de la presse ont appris aux cheminots qu'ailleurs on était en grève.

A Paris Sud-Ouest, où les roulants s'étaient exprimés pour un mouvement reconductible de 24 heures en 24 heures, la CGT, qui avait pris pourtant l'initiative de lancer la grève, avait pour seule préoccupation de fixer au contraire d'avance le moment de la reprise.

Si ses dirigeants parlaient de l'éventualité d'un mouvement national, c'était pour mieux appeler à la reprise du travail dans l'immédiat.

Il n'est pas impossible que, dans les jours ou les semaines qui viennent, la CGT, la CFDT ou d'autres fédérations syndicales organisent un mouvement d'ampleur nationale à la SNCF. Car le problème des sanctions reste entier. Et puis, aussi, la proximité des élections des délégués du personnel et du Comité d'entreprise, qui viennent d'être annoncées pour la fin novembre éveilleront peut-être chez les uns et les autres des velléités d'apparaître combatif.

Mais sur le coup, quand les premières sanctions sont tombées, quand les cheminots se sont montrés ici ou là en colère, quand un mouvement de protestation pouvait faire du bruit en pleine rentrée de septembre, quand un mouvement paralysait une bonne partie des tri postaux, là, les fédérations n'en ont pas voulu.

Suppression de postes sur la ligne 9

Métro parisien

Lundi dernier 3 octobre, sur la ligne 9 Mairie-de-Montreuil-Pont-de-Sèvres, les agents de conduite ont fait grève une heure trente à la prise de service, à l'appel de la CGT.

La grève a été bien suivie. A Mairie-de-Montreuil par exemple, sur 17 équipes le matin, il n'y a eu que 3 non-grévistes. Les conducteurs voulaient protester contre la suppression de 21 équipes de conducteurs sur la ligne 9. La direction estime en effet que, compte tenu de l'affluence, il est possible de supprimer des trains et d'augmenter l'intervalle entre deux trains. Pourtant nous nous rendons bien compte que, dans les trains, les voyageurs sont tassés au maximum aux heures de pointe. En fait, la direction entérine un état de fait : après les violents orages de l'an passé qui avaient endommagé les voitures de la ligne 5, elle avait envoyé des trains de la ligne 9 sur la ligne 5. Cela lui permet maintenant des suppressions de postes sur la ligne 9.

De la même manière, à la suite de la modernisation du terminus Pont-de-Saint-Cloud, elle a décidé la suppression de plusieurs postes de chefs de manœuvre et de départ, sans que soit amélioré pour autant le travail de ceux qui sont maintenus.

Il ne s'agit pas, bien sûr, de licenciements. Mais ces suppressions de postes, dans un service public déjà insuffisamment pourvu en personnel, ne sont pas de bon augure.

De fait, la direction est en train de grapiller sur les effectifs supplémentaires qu'elle avait dû nous accorder en 1981 avec les 104 repos, soit environ 180 conducteurs. Avec cette opération, elle compte reprendre plus de 10 %.

La grève de lundi dernier a montré notre mécontentement, beaucoup de conducteurs étant satisfaits de l'avoir faite. Elle ne suffira peut-être pas à faire reculer la direction. Mais c'était l'occasion de dire que nous ne voulons pas faire les frais des économies décidées par elle et le gouvernement.

Correspondant LO

La grève en miettes

SNCF

La grève du dépôt de Sotteville, près de Rouen

Dimanche 25 septembre, les roulants de la région de Rouen se sont mis en grève : la grève concernait le dépôt de Sotteville, et Dieppe et Le Havre. Comme sur les autres réseaux, la SNCF veut appliquer la conduite à agent seul, sous prétexte de la mise en service d'une liaison radio sol-train. Les roulants demandaient que le deuxième agent soit maintenu, au moins sur les trains de voyageurs, sur les trains circulant sur voie unique, et dans certains cas de travail de nuit.

Dès le début, les roulants ont été déterminés : à Sotteville, durant toute la semaine, le nombre de grévistes a été en progression pour atteindre 80 %. Les assemblées générales regroupaient de 80 à 140 cheminots (ce qui est important : il y a environ 450 roulants dépendant du dépôt de Sotteville).

Vendredi 30 septembre, les cheminots ont complètement bloqué tout le trafic Paris-Le Havre, occupant les bifurcations : pas un train n'est passé.

Les CRS sont intervenus dans la nuit du vendredi au samedi, puis samedi après-midi, pour faire débloquer les voies et faire évacuer le dépôt par les grévistes. Du coup, lundi 3 octobre, il y avait un appel à une grève de 24 heures, pour tous les cheminots de Rouen, Sotteville, et les dépôts d'Argentan, Mezidon et Caen. Il a été diversement suivi.

C'est la CGT qui dirige le mouvement (la CFDT et la Fédération Autonome des Agents de Conduite ont carrément proclamé qu'elles s'en désolidarisaient).

Au début, les roulants étaient satisfaits : les dirigeants de la CGT avaient l'air aussi décidés qu'eux-mêmes.

Ensuite, il a commencé à y avoir des grincements de dents. Ainsi, après le « déblocage » des voies par les CRS, beaucoup de roulants présents à l'assemblée générale du dimanche 2 octobre voulaient rebloquer lundi à 17 heures si rien n'aboutissait du côté des négociations avec la direction. La proposition de la CGT était d'attendre mardi 5 heures du matin, et les dirigeants CGT ont annoncé que si leurs propositions n'étaient pas adoptées, ils retireraient leurs billes. Beaucoup de roulants ont pensé et ont dit : « *Ils nous posent un ultimatum... C'est un droit de véto qu'ils se donnent* », mais ils ont voté la propositon CGT parce qu'ils ne voyaient pas d'autre issue. De même, lundi soir, la CGT a fait voter qu'on redonne les clefs des machines à la direction (c'est la condition que la direction mettait pour négocier). Les roulants n'en avaient pas envie, et c'est avec le même sentiment que le syndicat exerçait un chantage sur eux, qu'ils ont finalement accepté de rendre ces clefs.

Mardi 4 octobre, une délégation s'est rendue à Paris, à la direction et au ministère, où les cheminots ont trouvé porte close, et à peu près autant de flics qu'il y avait de grévistes !

Le soir, à l'assemblée générale, la reprise a été votée ; ce n'était pas l'enthousiasme, mais beaucoup pensaient qu'on n'obtiendrait pas forcément beaucoup plus en continuant et ne souhaitaient pas que la grève s'éternise.

A l'heure où nous écrivons, le protocole d'accord n'est pas encore définitivement connu. Il semblerait que la direction envisagerait de refaire rouler certains « deuxièmes agents » qui, du fait de la conduite à agent seul, avaient été déplacés sur des emplois sédentaires, avec perte de salaire. La direction « examinerait » la situation financière des autres. Et dans certains cas de travail de nuit, un deuxième agent serait maintenu.

Correspondant LO

Chèques Postaux Montparnasse

Une réunion syndicale animée

Aux Chèques Montparnasse, au début de la semaine, l'heure d'information syndicale de la CGT ne s'est pas déroulée exactement comme le prévoyaient les dirigeantes syndicales. Elles voulaient parler rapidement de la grève prévue jeudi sur le problème des samedis et des retours, et surtout intervenir sur les prochaines élections à la Sécurité sociale.

Ça s'est corsé lorsqu'elles ont commencé à dire que, quand on fait grève, ce n'est pas pour mettre la pagaille, mais qu'il fallait avoir une attitude responsable. Et elles ont donné des exemples : l'une a raconté que lorsqu'elle était gérante de la cantine, elle avait fait grève, mais était venue travailler quand même. L'autre s'est vantée que dans son service, lors d'une grève, elle avait prévu, tout en étant gréviste, d'assurer un service minimum au cas où la grève serait suivie à 100 %, *« ce qui n'a heureusement pas été le cas »*, a-t-elle ajouté. et elle avait été le dire au chef de centre pour prouver à quel point elle était responsable.

Un beau tollé a suivi ces déclarations. La vingtaine de personnes présentes à la réunion n'en revenaient pas : *« Mais pourquoi faire grève, si c'est pour venir travailler »*, disait l'une ; une autre : *« Alors, jeudi, on va faire grève, mais on va venir travailler sans être payés ? »* ; une autre encore : *« Mon mari travaille à la SNCF. Quand ils font grève, ils bloquent les trains. Alors, si on se met à les faire rouler ! »*.

Bref, l'heure s'est passée à discuter de ça. A la fin de la réunion, la plupart des participantes étaient outrées, et certaines en ont tiré une conclusion : *« Si on veut y arriver, il faudra se passer des syndicats... »*.

Correspondant LO

DANS LES ENTREPRISES

Massey-Ferguson

Marquette-lès-Lille

Fin de la grève

A l'usine Massey de Marquette, le travail a repris le lundi 3 octobre, après une grève totale de quinze jours avec blocage des portes.

Depuis le 30 juin, la direction a entamé une procédure de licenciement économique concernant 595 travailleurs (il y a encore plus de 2 000 personnes à l'usine).

A partir de cette date, l'intersyndicale CGT-CFDT-FO a appelé à de nombreux débrayages, journées de grève et défilés, pour protester contre ces mesures de licenciement.

Le vendredi 16 septembre, les syndicats, et notamment la CGT et la CFDT, décidaient de durcir l'action. Les portes étaient bloquées, des barricades de pavés empêchaient la circulation autour de l'usine.

Environ une centaine de travailleurs, essentiellement des militants CGT et CFDT, organisèrent le piquet de grève. 1 400 ouvriers, 450 techniciens et agents de maîtrise vont passer quinze jours à la maison. Un certain nombre passe de temps en temps prendre des nouvelles.

La grève avait été décrétée par les syndicats, et la majorité des travailleurs a été mise devant le fait accompli. Durant toute la durée de la grève, il n'y aura pas un seul vote en assemblée, sur quoi que ce soit.

Le mercredi 28 septembre, la situation est toujours bloquée. Cependant les responsables syndicaux se rendent bien compte qu'il sera difficile d'entamer une troisième semaine de grève, alors que le mouvement est resté minoritaire.

Les syndicats réclament le gel de la procédure de licenciement et l'ouverture de négociations sérieuses. En clair, la direction ne doit pas déposer le dossier à l'inspection du travail avant qu'un accord solutionnant les 595 suppressions d'emploi soit trouvé.

Bien entendu, la direction refuse. Un représentant de la Préfecture intervient alors pour « trouver un compromis » entre les syndicats et la direction.

Le jeudi 29 septembre, un protocole d'accord est proposé aux syndicats en vue de la reprise du travail. La direction s'engage à ne pas déposer le dossier des licenciements avant le 31 décembre, au lieu du 13 novembre, initialement prévu. Elle s'engage à entamer des négociations : l'avenir de la sous-traitance et l'activité de la fonderie que Massey veut abandonner (la direction serait à la recherche d'un nouveau patron pour la fonderie).

Dans ces négociations à venir, il est question aussi du FNE (Fonds national de l'emploi) pour les plus de 55 ans, la réduction des horaires de travail, un plan de formation, des reclassements internes et externes et des départs volontaires autorisés par l'inspection du travail.

Le vendredi 30 septembre, devant 400 travailleurs présents à l'assemblée générale, le responsable de la CGT déclare que les syndicats sont prêts à signer le protocole d'accord et que le travail reprendra lundi. Il ajoute que si les discussions n'aboutissent pas, *« on se remettra en lutte »*. Aucun vote n'est proposé pour savoir si les travailleurs sont d'accord. Les responsables syndicaux savent que, de toute façon, la majorité des travailleurs veut reprendre le travail ; ils craignent aussi que les travailleurs grévistes, surtout certains militants et syndiqués CGT, refusent publiquement le protocole d'accord.

Car le bilan de cette grève « dure » n'a permis pour le moment que de gagner un mois et demi de sursis... Mais n'est-ce pas reculer pour mieux sauter ? L'avenir nous le dira. Alors les discussions entre les syndicats et la direction, nous devons en connaître le contenu et pouvoir dire notre mot ! Qu'on ne discute pas de notre sort en nous mettant devant le fait accompli !

Correspondant LO

Editorial des bulletins d'entreprise

La grève trahie

En Belgique, c'est la rage au cœur et les larmes aux yeux que les travailleurs de la fonction publique ont repris le travail sur l'ordre des dirigeants syndicaux, en avalant la perte d'un mois de salaire que les syndicats ont acceptée.

La grève, démarrée deux semaines plus tôt, était dans toute sa force, elle continuait à s'étendre et commençait à toucher le secteur privé, lui aussi attaqué par les plans d'austérité du gouvernement.

Mais les dirigeants syndicaux ont brisé la grève. Ils ont sauvé la mise au gouvernement, pourtant même pas de gauche, là-bas.

Et aujourd'hui toute la presse s'accorde à dire que les syndicats et la gauche vont le payer. Oui, ils vont le payer, et toute la classe ouvrière aussi, car ce sont de telles trahisons qui renforcent la droite. Ces dirigeants, qui parlent au nom de la classe ouvrière et qui se conduisent en lâches et en traîtres, ne peuvent que rejeter les travailleurs écœurés dans les bras de la droite. Parmi ceux qui pleurent de rage aujourd'hui, qui traitent leurs dirigeants de dégonflés et de vendus, qui leur crient « On vous fera la peau », combien se tourneront demain vers les bandes d'extrême-droite, qui leur proposeront une politique radicale qui les vengera des dirigeants de la gauche et des humiliations qu'ils leur ont fait subir.

C'est comme cela qu'en Allemagne les fascistes ont pu trouver des troupes parmi les travailleurs. A cause de la trahison et de la veulerie des dirigeants ouvriers qui ne voulaient pas mener la classe ouvrière à la bataille contre les exploiteurs qui lui faisaient payer la crise au prix fort. Les démagogues comme Hitler ont su en tirer profit.

Et aujourd'hui ce sont les Le Pen belges qui vont profiter de toutes les amertumes et de toutes les rancœurs de cette grève trahie.

Déjà ils tentent de dresser les travailleurs wallons et flamands les uns contre les autres, de les faire s'accuser mutuellement de l'échec de la grève, alors que pendant la lutte tous étaient unis au coude à coude.

La gauche en Belgique ne se relèvera peut-être pas de la trahison qu'elle vient de commettre. Mais c'est toute la classe ouvrière qui en paiera le prix.

Et nous les travailleurs, ici en France, si nous n'en tirons pas les leçons, si nous comptons aussi sur des dirigeants inféodés au gouvernement pour diriger nos luttes, nous connaîtrons les mêmes trahisons et les mêmes défaites. Et nous verrons la droite et l'extrême-droite y puiser leur force.

Déjà nous les voyons qui relèvent la tête, qui se renforcent justement parce que la classe ouvrière se tait, parce qu'à toutes les attaques qu'elle subit c'est l'inaction que les dirigeants syndicaux lui proposent en fait de riposte. Oui, ici aussi, comme en Belgique, nos centrales syndicales ne veulent pas d'une riposte d'ensemble des travailleurs. Et si la classe ouvrière impose la lutte malgré elles, elles feront, au mieux, comme en Belgique : ne rallier le mouvement que pour le vendre.

Oui, ici aussi, laisser les dirigeants de la gauche, les dirigeants des syndicats, qui ne veulent pas de la lutte, parler au nom des grévistes, négocier en leur nom, leur donner des ordres même, c'est leur laisser les mains libres pour trahir le mouvement.

Et si les militants syndicalistes, si les militants des partis ouvriers laissent les dirigeants trahir les luttes de la classe ouvrière, ce sont eux qui se retrouveront demain dans les prisons et dans les camps. Parce que ce sont ces trahisons-là qui mèneront la droite et l'extrême-droite au pouvoir, après avoir démoralisé et déçu les travailleurs.

Alors après, les militants pourront toujours dire que les travailleurs ne sont pas conscients. Mais c'est avant tout de la conscience des militants ouvriers que l'avenir dépend. Car les dirigeants de la gauche, en Belgique comme en France, ont fait faillite de la même façon. Et leur laisser la possibilité de décider du sort de tous les travailleurs, c'est cela la pire des faiblesses, la pire des trahisons.

La grève est encore présente dans les rues de Bruxelles, où les poubelles s'accumulent toujours...

Les suites de la grève :

Le prix de la trahison

Quinze jours après la fin de la grève des travailleurs de la fonction publique de Belgique, toutes les conséquences n'en sont pas encore tirées. Non seulement parce que les ordures dans Bruxelles n'avaient pas encore été entièrement ramassées, mais surtout parce que la droite et le gouvernement poussent contre les travailleurs l'avantage que la capitulation et la trahison des syndicats leur ont fourni. Le projet de budget déposé par le gouvernement n'a tenu aucun compte de la grève, ni même du protocole d'accord signé avec les syndicats. Il n'a en rien rectifié le rendement financier escompté dès juillet de l'austérité réclamée à ce secteur. Ce qui fait écrire au journal *Le Soir* du 5 octobre 1983 : « *Tout bien compté, si les agents de l'Etat ont obtenu des concessions dans la modulation des mesures contre lesquelles ils luttaient, financièrement parlant, ils sortent Gros-Jean comme devant de deux semaines d'action sociale directe* ».

Tous les syndicats ont protesté. La FGTB a même boycotté une réunion de concertation avec le gouvernement le 3 octobre. Mais ils ont bonne mine, maintenant !

Plus grave que cela, il y a maintenant les libéraux (membres de la coalition gouvernementale) qui veulent proposer pour dans trois semaines devant le Parlement, un projet de limitation du droit de grève assorti d'une limitation du monopole syndical. Ce projet comporte cinq points :

1. L'obligation de faire un référendum au bout de trois, quatre ou cinq jours de grève et, au cas où il n'y aurait pas 50 % de oui à la grève, les grévistes s'ils persistent pourraient être licenciés.

2. Interdiction à un membre d'un piquet de grève de « *s'immobiliser sur le passage de quelqu'un dans l'intention de l'empêcher de passer* ».

3. Mise au point de modalités de réquisition, en particulier pour le secteur public.

4. Suppression du *closed-shop,* c'est-à-dire de l'interdiction pour un employeur d'embaucher des ouvriers non syndiqués au syndicat reconnu par l'entreprise.

5. Suppression du monopole syndical sur les candidatures dans la représentation officielle des travailleurs au niveau des entreprises et au niveau des relations collectives interprofessionnelles.

L'autre parti de la coalition gouvernementale, le PSC, a critiqué sur la forme le projet des libéraux, tout en en défendant le fond puisqu'il déclare que « *le droit de grève doit aller de pair avec le maintien d'un certain nombre d'intérêts fondamentaux de la population : paiement des pensions, garde dans les écoles, droit au travail pour ceux qui veulent l'exercer* ».

Ainsi, forts de la trahison de la grève générale des fonctionnaires, les politiciens de droite belges ne se contentent pas d'une simple défaite du mouvement. Ils veulent s'attaquer au droit de grève, et même aux privilèges des appareils syndicaux.

Même s'il n'est pas sûr encore que le projet des libéraux soit accepté, son existence est d'ores et déjà significative de l'arrogance de la droite à l'égard des travailleurs.

Car, aussi serviles qu'aient été les dirigeants syndicaux en arrêtant la grève, ce n'est pas encore assez au gré de la droite, qui leur reproche encore de ne pas s'être opposés dès le début au mouvement et les remercie de leurs services rendus en leur bottant le derrière.

Alors qu'il y a quelques jours la classe ouvrière de Belgique montrait sa force, une fois la grève rengainée, la bourgeoisie cherche à prendre sa revanche.

Louis GUILBERT

DANS LES ENTREPRISES

SKF Ivry

Plan et contre-plan, les ouvriers restent en plan

La direction de SKF (groupe suédois) a décidé de fermer l'usine d'Ivry à la fin de cette année. Elle juge qu'elle est trop vieille et qu'elle n'est plus rentable.

Pour la CGT, fermer l'usine, c'est brader, casser l'industrie française du roulement à billes. Son cheval de bataille a donc été : sauver l'usine d'Ivry, afin de garder à Ivry le potentiel économique et le savoir-faire.

C'est ainsi que, avec l'aide d'un expert-comptable, les dirigeants de la CGT ont élaboré un plan économique de production et d'utilisation des locaux. Leur premier plan, sorti en juillet, est tombé dans les oubliettes. Mais en septembre un nouveau plan a vu le jour et a été déposé auprès de la direction. Dans ce plan, la CGT propose de fermer une moitié de l'usine et d'utiliser l'autre moitié en conservant tous les travailleurs qui restent actuellement dans l'usine.

La direction a sauté sur l'occasion pour dire en réunion du Comité d'établissement qu'elle était prête à donner les locaux que la CGT demandait, mais seulement pour permettre à 60 ouvriers de monter une coopérative de production, une SCOP. Cette coopérative produirait des roulements semi-finis, commandés et achetés par SKF. Elle ferait donc de la sous-traitance pour SKF.

De plus, il faudrait que les travailleurs volontaires pour monter cette SCOP acceptent de verser leur prime de licenciement dans la corbeille. Autant dire que cela n'est pas près de voir le jour. D'ailleurs la direction elle non plus n'y croit pas. Mais elle pense que cela peut amuser la galerie, en étoffant son plan social, et c'est déjà la deuxième fois qu'elle avance cette idée de coopérative ouvrière de production.

Quant aux dirigeants de la CGT, qui refusent bien sûr la SCOP, après avoir couru pendant trois mois les ministères pour organiser des tables rondes entre Fabius, Ralite, la direction SKF et eux, après avoir ensuite emmené des ouvriers à Renault et Peugeot pour proposer à ces entreprises d'acheter des roulements fabriqués à Ivry, les voilà maintenant à la recherche d'un bon plan pour produire des roulements à billes français à Ivry. Le problème, c'est que la direction n'est pas preneuse : le seul plan qu'elle a, c'est de nous mettre à la rue. Et pendant que ces syndicalistes lui font la guerre des plans de production, elle réalise tranquillement le sien.

Mais si nous ne voulons pas faire les frais de la restructuration de la SKF, ce n'est pas pour un meilleur plan de production qu'il nous faudra lutter, mais pour défendre notre salaire, que la SKF a parfaitement les moyens d'assurer.

Correspondant LO

Citroën champion de l'austérité

Vendredi 30 septembre, la direction de Citroën annonçait qu'elle remettait en cause l'accord salarial pour 1983, qu'elle avait elle-même proposé.

L'augmentation prévue en 1983 était de 7,8 % pour l'année.

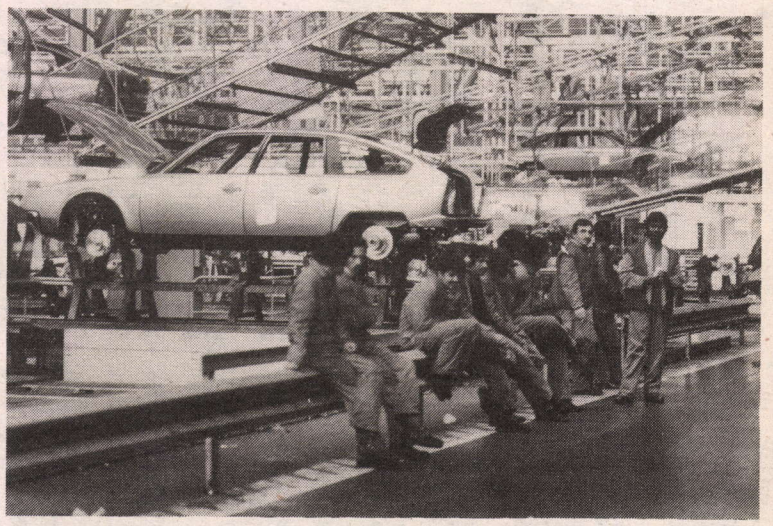
Alors que nous devions être augmentés de 1,5 % en octobre et de 2,3 % en décembre, la direction a décidé de nous accorder royalement 1 % en octobre et 1 % en décembre, ce qui nous fera une augmentation de 6 % seulement pour 1983.

Or, selon les chiffres officiels communiqués par Delors la semaine dernière, la hausse des prix serait de 9 % cette année. Ce qui nous fera une baisse du pouvoir d'achat de 3 % minimum cette année.

C'est le même Delors qui avait déclaré à la mi-septembre qu'en 1984 les **« salaires ne pourraient augmenter en moyenne de plus de 6 % ».** Ce n'était pas tombé dans l'oreille d'un sourd et Citroën fait du zèle en appliquant les recettes Delors un an à l'avance.

La direction ayant annoncé ces mesures d'austérité en même temps que l'existence d'un plan de suppression d'emplois, les travailleurs sont encore sous le choc. Mais ils ont fait la preuve de leur combativité l'année passée, et même à la rentrée, à Aulnay. C'est donc une affaire à suivre.

Correspondant LO



L'usine d'Aulnay en grève lors du printemps dernier.

ALSTHOM ATLANTIQUE Villeurbanne

La direction restructure

En février 1983, une partie de la CEM (Compagnie Electro-Mécanique) entre dans le groupe Alsthom-Atlantique. Cette opération a aujourd'hui pour conséquence un projet de rationalisation et restructuration entre six établissements : CEM Le Havre et les usines Alsthom-Atlantique d'Aix-Fontrenex, de Mâcon, Villeurbanne, de Saint-Ouen et de Châlons.

Ceci conduit donc l'Alsthom à redistribuer les cartes :

— en concentrant la fabrication des transformateurs uniquement au Havre, et non plus à Saint-Ouen et Aix ;

— en transférant l'appareillage blindé (disjoncteurs haute tension) de Villeurbanne à Aix ;

— en transférant l'appareillage moyenne tension du Havre à Mâcon.

La direction envisage de diminuer l'effectif de Villeurbanne lié aux activités transférées, qu'elle chiffre à 275 personnes. Elle compte sur les départs naturels, sauf **« si la conjoncture s'aggrave ».** Mais en réalité, cette diminution risque de se chiffrer aux alentours de 400 à 500 personnes dans les cinq années à venir.

Et cela ne créera pas d'emploi à Aix. Il ne sera donc même pas question de muter du personnel.

Si Villeurbanne paraît être plus touché par la diminution des effectifs, il est à peu près certain que les autres usines (Saint-Ouen, Le Havre, Aix) subiront elles aussi le même sort.

Car, dans le même temps, la robotisation et l'automatisation se font dans tous les cas où c'est possible.

Les syndicats réclament le développement d'autres fabrications, mais ne s'agitent pas beaucoup.

Les travailleurs se montrent inquiets devant ces mesures.

Et si aucune réaction ne se fait jour, le but de l'Alsthom — à savoir la compétitivité, les bénéfices, le développement sur les marchés extérieurs — se réalisera sur le dos des travailleurs.

Correspondant LO

CITROËN Saint-Ouen

Travail au noir

Les jeudi 29 et vendredi 30 septembre, la direction avait mis au chômage technique les ouvriers des Presses des deux usines de Saint-Ouen.

La direction a fait venir l'ensemble des autres travailleurs, professionnels, techniciens, employés, en horaire normal, puis elle a fait tourner l'atelier des Presses en demandant à des professionnels, des techniciens, des agents de maîtrise, d'aller faire le travail de ceux qui étaient au chômage technique.

Les travailleurs mis au chômage ne devaient toucher que 60 % de leur salaire : 50 % par les Assedic et 10 % par Citroën. Pendant deux jours la direction a ainsi réussi à faire tourner à peu près normalement son usine en faisant faire le travail des OS par les professionnels, en faisant perdre 40 % du salaire aux OS et en faisant payer 83 % du reste par la caisse des Assedic.

C'est la crise !

Correspondant LO

THOMSON-CGE

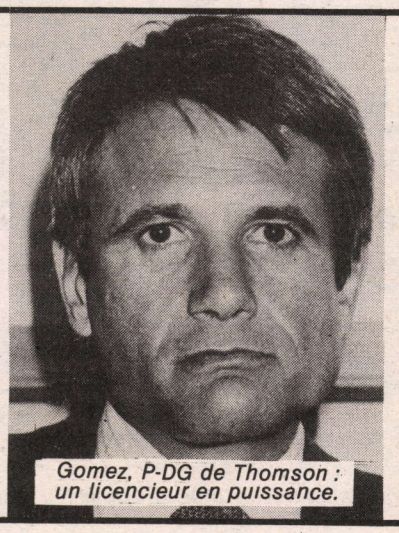
Les patrons reçus par la CGT

Gomez, P-DG de Thomson, et Pebereau, P-DG de CGE, étaient reçus lundi 3 octobre au siège de la Fédération des travailleurs de la métallurgie CGT.

Comme le précisait André Sainjon, secrétaire de la Fédération de la métallurgie CGT, il s'agissait d'une **« rencontre de travail ».**

La CGT peut toujours se féliciter de la tenue d'une telle réunion, qu'elle présente comme **« l'ouverture d'un débat utile et indispensable qui doit se poursuivre dans toutes les entreprises de ces deux groupes nationalisés ».** Cela n'empêche pas les patrons de CGE et de Thomson de continuer à penser qu'ils sont les seuls maîtres à bord. En particulier, pour ce qui est des licenciements, la CGT avait cité le chiffre de 5 000 suppressions d'emplois. Or, après cette réunion, la CGT précisait qu'aucune **« assurance ne lui avait été donnée »** quant au maintien de l'intégralité de l'effectif.

Alors, si aujourd'hui les patrons peuvent venir dans les locaux mêmes des syndicats pour annoncer la suppression d'emplois, il n'y a vraiment pas de quoi pavoiser.



Gomez, P-DG de Thomson : un licencieur en puissance.

DANS LES ENTREPRISES

CARBONE-LORRAINE Gennevilliers

Patron terroriste : encore un four qui explose

Un très gros four à gaz a explosé, mardi 27 septembre, à l'atelier des Fours. Les dégâts n'ont été heureusement que matériels, le conducteur de four qui était à proximité s'en tirant avec une légère contusion et un choc nerveux. Mais c'est vraiment par chance que cet accident n'a pas fait de victimes. En effet l'explosion a été d'une telle violence que le couvercle du four, de 4 tonnes, a été déchiqueté. Briques et morceaux de fonte ont été projetés alentour. Un morceau de poutre en fonte pesant dans les 50 kilos a été envoyé à plusieurs mètres du four. Pendant plus de vingt minutes l'obscurité était totale dans le local, à cause de la poussière soulevée. Les causes exactes de l'accident n'ont pu être encore déterminées. Mais même si des problèmes techniques complexes sont pour quelque chose dans ce type d'accident, ils n'expliquent pas tout.

Rien que depuis deux ans, deux autres fours de même modèle ont explosé dans cet atelier. D'autres fours fusent périodiquement à la Graphitation, projetant des pièces à 2000 degrés. Et il y a quelques mois un container a chuté d'un palan aux Mélanges.

Et surtout deux camarades avaient trouvé la mort en novembre 1981, asphyxiés par de l'argon dans un four de laboratoire Hautes Températures.

Qu'on n'invoque pas le hasard ou la fatalité !

La politique d'économie dans tous les domaines que pratique la direction, l'usure du matériel utilisé jusqu'au bout, les diminutions de personnel continuelles (en 10 ans les effectifs ont été réduits de moitié ; la nuit, alors qu'avant il y avait deux personnes par poste de conducteur de fours, il n'y en a plus qu'un) amènent obligatoirement une augmentation des risques d'accident. Le mépris avec lequel la direction traite la sécurité dans l'usine relève d'une inconscience criminelle.

Correspondant L.O.

RNUR Billancourt - département 14

Sésame ouvre-toi

Jeudi dernier 29 septembre au département 14 à la fin de l'équique du matin, les ouvriers de la chaîne de montage-moteurs quittaient leur poste de travail pour se diriger vers les vestiaires. Et, fait plutôt rare, c'est à 14 h 10 au lieu de 14 h 20 que la chaîne s'était arrêtée. Arrivés devant la porte du vestiaire, ils trouvèrent plusieurs contremaîtres qui, bras croisés, faisaient mine d'empêcher l'accès.

« *La chaîne s'est peut-être arrêtée un peu plus tôt... mais ce n'est pas une raison pour nous empêcher de partir. Quand le travail est fait, il est fait* » pensaient, forts de leur bon droit, la plupart des ouvriers.

Ni une, ni deux : la centaine d'ouvriers de la chaîne, suivis de ceux des autres ateliers, poussèrent les contremaîtres. Le ton monta. Une sirène d'alarme fut déclenchée. Le fragile obstacle fut balayé et un contremaître perdit dans l'opération son bracelet-montre... récoltant en échange quelques contusions.

Aujourd'hui, curieusement, les agents de maîtrise ne quittent pas leur guitoune à l'heure de la sortie...

Correspondant L.O.

CHR DE BORDEAUX HÔPITAL SUD

On ferme des lits

Alors que les besoins de la population n'ont pas diminué, bien au contraire, puisque certains services arrivent à compter trente-deux malades pour trente lits, eh bien, aux USN de Haut-Lévêque, ce sont soixante lits qui viennent d'être fermés.

Tout d'abord, au B2, trente lits d'Hématologie viennent d'être transférés dans un service pour personnes âgées qui n'avait jamais ouvert. Et ce service du B2 va être transformé en hôpital de jour : trente lits en moins.

Ensuite, c'est le A2, service d'endocrinologie, qui ferme à l'occasion du départ d'un professeur. Que devient le A2 ? Il sera réaménagé avec des appareils et des baignoires pour la dermatologie : encore trente lits de moins.

Soixante lits qui ferment, sur un hôpital de mille cinq cents lits, est-ce à Bordeaux le début des mesures annoncées nationalement : douze mille suppressions de lits sur l'ensemble des CHR ?

En attendant, on ne se fait pas d'illusion : lits supprimés... personnel en moins dans les mois à venir.

Affaire à suivre.

Correspondant L.O.

L'envers du décor

Le journal *Sud-Ouest* a récemment fait l'éloge, au travers du cas d'une malade, du service d'hématologie (maladies du sang) du Haut-Lévêque.

En effet ce service de trente lits vient récemment de déménager des USN pour aller au Centre François-Magendie, dans un service prévu au départ pour des personnes âgées. Il a donc fallu réaménager ce service en fonction de la spécificité de l'hématologie. A cette occasion, deux chambres entièrement stériles de plus que dans l'ancien service ont été créées, ce qui représente un réel progrès pour les malades qui ont besoin de passer dans ces chambres lors de traitements très importants...

Petit oubli du journal *Sud-Ouest :* faute de personnel, ces deux chambres stériles ne sont toujours pas ouvertes, depuis mars 1983 !

Des économies scandaleuses sur le dos des malades, dont l'administration se lave les mains.

Correspondant L.O.

ECHOS DES ENTREPRISES

Non à la récupération !

Alors qu'à Flins il y a eu du chômage technique en septembre... et que la direction en prévoit en octobre, nous allons, pour l'équipe du matin cette semaine, vers la semaine de six jours.

Que la direction ne vienne pas nous dire qu'il y a du stock ! Alors samedi, pas d'accord !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Renault Billancourt*

Silence ! on tourne

Pendant deux jours une équipe de cinéastes filme les Fonderies ! Tout est là : les caméras, projecteurs, miroirs, etc. Officiellement, la direction a demandé à ce qu'un film soit fait pour fixer à la postérité ce chef-d'œuvre aujourd'hui en péril qu'est le département 60.

Certains laissent entendre que le titre de ce film pourrait être « Plus beau que les Fonderies... tu meurs ! ».

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Renault Billancourt*

Interdit de récupérer du plomb dans le sang

Au Thermique, des panneaux de sécurité indiquent les précautions à prendre contre le saturnisme et le benzénisme. Et la conclusion est qu'il est interdit de manger, de boire et de fumer pendant le travail.

Comme ils ont oublié de dire qu'il fallait aussi des aspirations suffisantes, il n'y a plus qu'à rajouter qu'il est interdit de récupérer du plomb dans le sang. A la Sécurité, ils sont vraiment timorés. Ils n'ont pas osé écrire : « Interdiction de travailler, pour raison de sécurité ».

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Chausson Asnières.*

Un air de déjà vu

Dans le cadre des lois Auroux, le règlement intérieur de l'usine a été révisé.

Ces lois Auroux précisent que le règlement intérieur ne doit pas comporter d'articles portant atteinte à la liberté individuelle des ouvriers, sauf dans les cas où l'activité de l'entreprise l'exige.

Voilà un baratin élégant pour confirmer ce qui existe depuis fort longtemps.

Et, dans les faits, ceci revient à dire que c'est le patron qui a force de loi, sauf si nous décidons du contraire.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Michelin Saint-Doulchard*

Trafic d'armes à l'Arsenal

Entendu à la porte Colbert, alors que deux Libyens entraient en voiture à l'arsenal : « *Vous n'avez pas d'armes ?* »

Pas très futés, les pandores. Parce que, s'il y a un risque, il n'est pas à l'entrée : c'est plutôt à la sortie qu'il faudrait fouiller. Des fois que la vedette partirait en pièces détachées dans le coffre !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Arsenal de Lorient*

Un drôle de dada

Le gaga du 4e étage aime à dire : « *Quand je veux faire monter quelqu'un, je fais tout pour ; mais quand je veux le faire descendre, je le descends* ».

C'est vraiment du gâchis de voir un être doué de telles capacités à cette place, plutôt que groom dans les ascenseurs. Ils sont si souvent défectueux !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *GAN-Paradis (Paris)*

Il n'était pas au courant

Au 49-80 la semaine dernière, à la chaîne-moteur, la machine qui met de la pâte à joint sur les carters envoyait des décharges électriques à son utilisateur.

Tout ce qu'un agent de maîtrise a trouvé à dire c'est que « *c'était bon pour le cœur* ». Peut-être que si c'était lui qui avait pris les décharges, il aurait arrêté de dire des âneries.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière *Renault Billancourt*

DANS LES ENTREPRISES

La Chapelle Darblay

La CGT poursuit la lutte, le PS lui rappelle « qu'il faut savoir terminer une grève »

Depuis une quinzaine de jours que la production n'a pas repris dans les deux usines normandes, la CGT a mutiplié ses actions spectaculaires pour s'opposer à l'application du plan Parenco qui conduirait d'ici 5 ans à la fermeture de l'entreprise de Grand-Couronne et au licenciement de 1 500 travailleurs.

En effet, après douze jours de fonctionnement de l'usine de Saint-Etienne-du-Rouvray à l'initiative de la CGT, celle-ci a proposé d'arrêter la production pour « *laisser se reposer les hommes et les machines* » et profiter du lundi pour organiser une manifestation à Paris. Lundi, le premier jour de la semaine d'action « *Imprimez sur du papier français* », c'est donc un convoi de plusieurs dizaines de voitures, et trois cars qui ont accompagné les treize semi-remorques pour la région parisienne où ils devaient livrer 300 tonnes de papier à deux imprimeries.

Jeudi 22 septembre, après deux journées de discussions au ministère de l'Industrie on apprenait que Fabius maintenait le plan Parenco dans sa totalité et qu'il reverrait certains points quand le travail aurait repris. Maître Levet (administrateur judiciaire depuis le dépôt de bilan en décembre 1980), profitant du communiqué du ministère, appelait pour le lendemain tous les travailleurs à venir devant l'usine se joindre à ceux qui veulent rester dans la légalité. Vendredi à 13 heures, c'est un face-à-face verbal qui s'engageait devant l'usine de Saint-Etienne-du-Rouvray : du côté de la direction, une centaine de personnes, des cadres pour l'essentiel, de l'autre 300 grévistes.

Une bataille à coups de haut-parleurs s'engageait, « *le personnel qui veut rester dans la légalité doit se présenter sur la pelouse* » annonçait le sous-directeur de l'usine. « *La légalité c'est celle de reprendre le travail avec nos camarades licenciés* », répondait la CGT. Et finalement on assista au départ de la direction sous une pluie d'insultes et de sifflets. Le secrétaire de la CGT un drapeau bleu blanc rouge dans chaque main entama le premier couplet de la Marseillaise que les grévistes reprirent en chœur mais, tradition oblige, on chanta également l'Internationale et le Chiffon rouge.

Le mardi 27 septembre, une manifestation de soutien réunit 300 personnes dont une centaine de travailleurs de la Chapelle Darblay. Vendredi 30 la journée commençait devant le palais de justice de Rouen où 200 personnes venaient apporter leur appui aux 7 travailleurs de l'usine de Grand-Couronne — dont le secrétaire de la CGT — assignés en référé par la CGC pour entrave à la liberté du travail. Un motif qui ne manque pas de piquant quand on sait que cette usine doit fermer à court terme. Le tribunal ordonna l'évacuation de l'entreprise.

L'après-midi, c'est au tour de la succursale du Crédit Lyonnais de Rouen d'être occupée par une centaine de personnes, jusqu'à 20 heures, heure à laquelle la police fit évacuer la banque.

Du côté du gouvernement, le ministre concerné a fait savoir par un de ses représentants qu' « *il n'y a pas d'autre solution que le plan Parenco* » et que « *tout retard risque de conduire à la liquidation des biens de l'entreprise et à la cessation définitive de son activité* ».

Et ceux qui s'attendaient à voir le secrétaire d'Etat à l'Emploi, Ralite, prendre position contre les licenciements, en sont pour leurs frais.

Les militants du PC sont visiblement très remontés contre Fabius et les députés de la région. Le « Collectif des femmes », regroupant les femmes des travailleurs de La Chapelle, proche du PC, a occupé pendant plusieurs heures le hall de la mairie de Grand-Quevilly, dont le premier adjoint est un certain Fabius ; le tout sous la surveillance de CRS armés et casqués. Pour les responsables du PCF, s'en prendre au PS, c'est aussi une façon de ne pas mettre en cause le gouvernement dans son ensemble. Ce à quoi le Parti Socialiste réplique par la voix de son député Marc Massion : « *Il est encore temps de se souvenir qu'il faut savoir terminer une grève* ».

Les initiatives de la CGT sont dans l'ensemble appréciées et bien suivies par les 400 travailleurs vraiment actifs depuis le début du mouvement. Par contre une quarantaine de licenciés sur les 233 de Saint-Etienne-du-Rouvray, participent aux actions. Les autres visiblement cherchent du travail. Huit d'entre eux ont déjà retrouvé du travail par les bons offices de la mission de reconversion. Elle a 18 mois pour caser tout le monde, mais à ce rythme-là ce n'est pas 18 mois mais 18 ans dont elle a besoin !

En attendant, chaque jour qui passe accentue les problèmes financiers.

Et alors qu'à l'assemblée générale du 22 septembre, les responsables CGT affirmaient : « *Si Levet refuse de nous payer, nous avons un trésor de guerre que nous utiliserons le moment venu* », maintenant ils laissent entendre que c'est maître Levet qui détient les fonds, et que c'est de ce côté qu'on doit débloquer les salaires.

Certes les travailleurs qui participent aux actions de la CGT ne sont pas découragés, mais ils sont inquiets de ne pas avoir touché leur paye du mois de septembre et ils s'interrogent sur l'issue du mouvement, dans la mesure où le gouvernement refuse toujours de céder.

Correspondant LO

Chausson

Les vrais et les faux problèmes

Une partie des syndicalistes, principalement à la CGT, est en émoi chez Chausson. En effet, Peugeot, qui est le principal actionnaire avec Renault, menace de voter contre la continuation de la société Chausson au Conseil d'administration, si le gouvernement refuse un prêt participatif à taux très bas de 400 millions de francs.

C'est un vulgaire chantage : l'argent ou des problèmes sociaux pour le gouvernement. De toute façon le gouvernement est tout prêt à payer.

Mais, les responsables CGT ont sauté sur l'occasion pour remettre en avant toute leur propagande pour un « bon plan industriel », et aussi pour le rapatriement des fabrications d'utilitaires en France. Ils se prononcent même, en réunion avec le P-DG, pour une amélioration de la productivité !

La direction ne les a pas attendus pour cela et derrière ces écrans de fumée sur les manœuvres financières patronales, la direction Chausson, elle, se bat bel et bien pour l'amélioration de la productivité... sur le dos des travailleurs.

Partout, elle compresse les effectifs, elle jette à la rue des centaines de travailleurs sous contrats provisoires ou intérimaires, elle accroît la charge pesant sur les travailleurs.

Alors ce qui est à l'ordre du jour chez Chausson, ce n'est pas de se mobiliser sur les manœuvres financières des actionnaires, mais plutôt d'organiser la résistance aux licenciements réels qui se déroulent en ce moment et à l'exploitation accrue qui pèse sur tous.

Correspondant LO

Creil

Risquer la vie des autres

Un ouvrier se retrouvant avec une fracture d'une vertèbre cervicale après la chute d'une 504 Pick-up, et le chef du personnel qui parle d'accident « imprévisible » : c'est ce qui vient de se passer chez Chausson à Creil.

L'accident était pourtant bel et bien prévisible ! A Creil, depuis des années, les ouvriers qui assemblent les utilitaires Peugeot voient les caisses arriver au-dessus de leur tête, portées par un palan, sans aucune protection. Plusieurs fois, ce système a donné des signes de défaillance. Et par ailleurs, dans le passé, la défaillance d'un palan, porteur d'éléments de carrosserie avait causé un accident identique : un ouvrier avait été touché au niveau des vertèbres cervicales.

Mais la direction considérait qu'il n'y avait pas lieu de dépenser de l'argent pour changer de système. Et puis le palan a eu une défaillance technique et plusieurs centaines de kilos de ferraille se sont abattus sur la tête des ouvriers. Les trois ouvriers qui se trouvaient là ont été sauvés de la mort par la portière d'une 4 L ouverte qui a retenu la chute de la voiture.

Alors évidemment après quelques réticences, la direction s'est décidée à tenir compte des injonctions des délégués ouvriers au CHS et, comme par enchantement, on a trouvé un système, même provisoire, qui permet de ne plus avoir de voitures au-dessus de la tête des ouvriers.

Mais comme pratiquement toujours, c'est après l'accident, sous la peur des responsabilités, que les patrons se mettent à réagir.

Et qui dira que ces patrons ne sont pas des assassins en puissance ?

Correspondant LO

LIVRES

« Louise Michel - Souvenirs et aventures de ma vie »

C'est à la veille de sa mort, en septembre 1904, que Louise Michel rédigea ces *Souvenirs et aventures de ma vie.* Ils furent publiés, après sa mort, de 1905 à 1908 dans un hebdomadaire littéraire, *La Vie Populaire.*

Rédigés pour paraître en feuilleton ces souvenirs se présentent sous la forme d'un roman d'aventures, quelque peu « complété » par l'éditeur de l'époque, si l'on en croit Daniel Armogathe, qui présente le livre.

De ces souvenirs, qui remplissaient plusieurs volumes — 1 200 pages au total — l'éditeur ne présente ici qu'une partie, en laissant plus particulièrement de côté les périodes de la vie de Louise Michel sur lesquelles celle-ci avait déjà publié d'autres livres (ses *Mémoires* et son livre sur la Commune).

La jeunesse de Louise Michel y est donc traitée rapidement, ainsi que la période qui précéda la Commune, et la Commune elle-même, où Louise Michel joua un grand rôle.

Par contre, les autres périodes sont beaucoup plus détaillées : sa vie au bagne de Nouméa, où elle a été emprisonnée comme beaucoup de communards ; son emprisonnement dans les prisons de St-Lazare et de Clermont de 1883 à 1886, après sa condamnation pour avoir fomenté le pillage de deux boulangeries, lors d'une manifestation contre le chômage. Enfin son exil à Londres où après sa libération conditionnelle, elle choisit de s'exiler, comme beaucoup d'autres communards ; un exil qui va pratiquement durer jusqu'à la fin de sa vie. Mais elle ne resta pas inactive pour autant. Tout en se gardant de trop intervenir dans la vie politique anglaise, elle continua à sa manière à propager ses idées anarchistes. Beaucoup de Français venaient la voir, elle discutait, avec eux et correspondait avec ses amis restés en France, et effectuait même des tournées en France, essentiellement pour y tenir des meetings, continuant jusqu'à ses derniers jours à combattre les injustices et les tyrans, la police et les patrons.

Bertrand GORDES

Souvenirs et aventures de ma vie *de Louise Michel. Ed. Maspéro. La Découverte. 437 pages. 130 F.*

COMMUNIQUÉS

• « RADIO LIBERTAIRE PARIS » nous communique :

Pour fêter ses deux années d'existence, ainsi que sa réémission sur 89.5 Mhz, le regroupement RADIO LIBERTAIRE (comprenant « Radio Liberté, R. Esperanto, R. Libertaire Paris et R. Libertaria ») organise un gala à l'Espace BASF, métro Balard à Paris, les 8 et 9 octobre 1983 de 14 à 24 heures.

Au programme :
SAMEDI
— Gilbert LAFFAILLE
— Paco IBANEZ
— Bernard HAILLANT
— Paul CASTAGNE
— Pierre HARALANBON
— Hédris LONDO
— Jacques FLORENCIE
— Gilles LANGOUREAU
— Philippe DIDIER
— Jean-Paul SEVRES
— Jean-Luc DEBATISSE
— Jean BOURBON
DIMANCHE
— Gilles SERVAT
— Anne VANDERLOVE
— Christian CAMERLINCK
— Xavier LACOUTURE
— Louis CAPART
— Max Roy CAROUGES
— France VALLEMORE
— Gil CERISAY
— Alain AURENCHE
— Tchouk Tchouk NOUGAH
— Patrick FONT et Ph. VAL
— Rachid BAHRI
— Francesca SOLLEVILLE
— Jean SOMMER + Daniel VACHÉE

Des forums de discussion sont également prévus :

Samedi 14 h 30 :
— L'antimilitarisme (participation de l'Union pacifiste de France et du Comité national pour l'abrogation du protocole « Hernu-Savary »).

16 h 30 :
— Radio Libertaire et la vie culturelle (avec de nombreux artistes, chanteurs, acteurs, plasticiens...).

19 h :
— La lutte au quotidien (Association des consommateurs de Force Ouvrière, Union fédérale des consommateurs, Ligue des Droits de l'Homme, Libre Pensée, le journal médical *L'Impatient*...).

Dimanche 14 h 30 :
— Le mouvement ouvrier (participation du Syndicat des correcteurs CGT et de diverses sections syndicales CFDT, FO, CGT, FEN).

16 h 30 :
— Les Radios Libres et la « bande F.M. » (Ici et Maintenant, R. Gilda, R. Vo-Ka, R. Paris Ile-de-France, Carbone 14, Radio Aligre...).

19 h :
— La Fédération Anarchiste, le fédéralisme, les propositions anarchistes.

De nombreux stands et tables de presse (Union Pacifiste ; Libre Pensée ; Confédération Nationale du Travail Espagnole et Française ; Mouvement Espérantiste ; Ligue des Droits de l'Homme ; U.F.C. et les revues suivantes : *Le Fou Parle, Paroles et Musique, Plages, L'Impatient* et *Fluide Glacial*).

Des buvettes sont prévues et un parking gratuit est assuré sur place.

Prix des places :
— 60 F la journée ;
— 100 F les deux jours (80 F pour les porteurs de la carte d'auditeurs).

Les billets sont disponibles : à la librairie du Monde Libertaire, 145, rue Amelot Paris 11e. Tél. : 805.34.08.

N.B. : Les bénéfices du gala serviront au rééquipement du studio de Radio Libertaire, saisi le 28 août 1983.

• JULIET' + ONYX (musique et chansons) se produisent pendant tout le mois d'octobre (les vendredis et samedis vers 23 h) au TIRBOUCHON rue Poulbot à Montmartre ; dans le cadre d'un spectacle bourré de jeunes talents. La soirée : 60 francs.

• Les 8 et 9 octobre, dans le cadre de la « Rencontre nationale des joueurs d'orgue de barbarie » :

Samedi 8, ceux-ci rendront hommage à la Manufacture Limonaire, fabricant d'orgue de barbarie, de 17 h à 19 h au 166, av. Daumesnil Paris (12e) ; et le dimanche 9 octobre, de 15 à 19 h, quarante joueurs d'orgue de barbarie et chanteurs de rue se produiront « Dessus, dessous, les ponts de Paris ».

TELE Sélection

Samedi 8 octobre

20 h 35. FR3. Le démon de midi. Téléfilm anglais tiré d'une nouvelle d'Agatha Christie. Suspense et tasse de thé.
21 h 25. TF1. Droit de réponse. La droite est-elle tentée par les extrêmes ? Avec des journalistes de droite et de gauche.
22 h 15. FR3. Confrontations, avec Anicet Le Pors. Les fonctionnaires auront-ils des nouvelles de ce qu'on leur mijote côté blocage des salaires ?

Dimanche 9 octobre

22 h 05. A2. Duo. Les sœurs Labèque, Katia et Marielle, pianistes de concert virtuoses, joueront, entre autres, des extraits des danses hongroises de Brahms, de la **Sonate pour deux pianos et percussions** de Bartok et un ragtime de Scott Joplin.
22 h 30. FR3. Frontière chinoise. Un film de John Ford (1965), qui pour une fois ne se passe pas dans une société d'hommes, mais qui montre les rapports entre une communauté religieuse en Chine et une femme médecin plutôt indépendante.

Lundi 10 octobre

20 h 35. TF1. L'énigme du Chicago-express. Film policier américain de Richard Fleischer (1952).
20 h 35. A2. Le grand échiquier rend hommage à Jean Cocteau.
20 h 35. FR3. Un soir, un train, d'André Delvaux (1968) avec Yves Montand. Un film fantastique réussi où sont abordées les difficultés de communications entre les hommes.

Mardi 11 octobre

20 h 40. A2. Il faut tuer Birgit Haas. Film de Laurent Heyneman (1981) avec Philippe Noiret, Jean Rochefort. Une dénonciation pas toujours très cohérente des méthodes de la police en chasse d'une terroriste allemande.

Mercredi 12 octobre

20 h 35. TF1. Les mercredis de l'information. Une enquête sur les armes biochimiques. Ça nous promet une « der des der » fraîche et joyeuse !

Jeudi 13 octobre

20 h 35. TF1. La martingale. Film avec Omar Sharif et Catherine Spaak. La meilleure façon de gagner au casino, c'est encore de tricher... Un film rassurant pour les joueurs malchanceux.
20 h 35. FR3. Cabaret de Bob Fosse (1971). Tiré d'un roman de Christopher Isherwood (**Adieu Berlin**), deux films en un : une comédie musicale qui met en valeur le charme et le punch de Liza Minelli et une peinture de Berlin à la veille de l'arrivée des nazis au pouvoir. A ne pas manquer.
22 h 10. TF1. Au-delà de l'histoire. Le site archéologique de Cortaillod en Suisse. Les cités lacustres ont-elles existé ?

Vendredi 14 octobre

21 h 35. A2. Apostrophes. Le thème d'aujourd'hui c'est l'histoire au service du roman. Parmi les invités, Jacques Duquesme qui a écrit **Maria Vandamme,** un bon roman sur la vie et les luttes de la classe ouvrière au XIXe siècle.
21 h 40. TF1. Les uns et les autres. Troisième partie du film de Lelouch que la télé nous débite en tranches. Celle-ci se situe de l'après-guerre à la guerre d'Algérie.
23 h 00. A2. Le mot de Cambronne. Film de Sacha Guitry (1937). Comment un bavard impénitent arrive à faire un film de 35 minutes avec comme simple base de départ un mot de cinq lettres.

Sélection cinéma

dans les salles parisiennes

RUE CASES-NÈGRES.
de Euzhan Palcy.

Dans la Martinique, l'oppression coloniale vécue principalement par un enfant antillais. Un film chaleureux et plein d'humour.

Rio Opéra 2e. Ciné Beaubourg Les Halles 3e. Danton 6e. Ermitage 8e. Maxeville 9e. 14 Juillet 11e. UGC Gare de Lyon 12e. UGC Gobelins 13e. Montparnasse Pathé 14e. 14 Juillet 15e. Images 18e.

HANNA K.
de Costa Gavras.

A travers l'histoire sentimentale d'une avocate israélienne, le problème de la dépossession des Palestiniens de leurs terres.

Berlitz 2e. Quintette 6e (vo). Gaumont Ambassade 8e. Trois Parnassiens 14e (vo). 14 Juillet 15e.

LIBERTY BELLE.
de Pascal Kane.

Avoir 20 ans en 1960, dans un grand lycée parisien, où les jeunes choisissent leur camp pendant la guerre d'Algérie.

Nation 12e. Sept Parnassiens 14e.

Deux films inédits de Boris Barnet :

LA JEUNE FILLE AU CARTON A CHAPEAU.

Un tableau des villes soviétiques en 1927.

Studio des Ursulines 5e.

OKRAINA.

La vie d'un faubourg ouvrier en Russie dans les années 1930.

Studio des Ursulines 5e.

LA ULTIMA CENA.
de Tomas Guttierez Alea.

Un film historique sur l'esclavage au XVIIIe siècle à Cuba.

Denfert 14e (vo).

Deux films de François Truffaut :

VIVEMENT DIMANCHE.

Un agent immobilier est soupçonné du double meurtre de sa femme et de l'amant de celle-ci. Un exercice de style, drôle et plein de fantaisie.

Hautefeuille 6e. Marignan 8e. Français 9e. Montparnasse Pathé 14e. Gaumont Convention 15e.

LES 400 COUPS.

Un jeune garçon est envoyé en maison de redressement. Un film sensible et émouvant.

Sept parnassiens 14e.

Deux films de Yilmaz Güney :

YOL (la permission).

Un groupe de prisonniers turcs retournent chez eux, le temps d'une permission.

Saint-Ambroise 11e (vo).

LE MUR.

La vie dans une prison turque pour enfants.

Saint Ambroise 11e (vo).

KOYAANISQATSI (LA PROPHETIE).
de Godefrey Reggio.

Des images superbes, fantastiques sur la nature vierge aux USA en contraste avec la civilisation industrielle.

Escurial panorama 13e.

TAXI DRIVER.
de M. Scorsese.

Les tribulations d'un chauffeur de taxi new-yorkais.

Trois Parnassiens 14e.

PANIQUE A NEEDLE PARK.
de J. Schatzberg.

Un plaidoyer contre la drogue.

Olympic Luxembourg 6e (vo).

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS.
de Peter Weir.

Une histoire d'amour dans l'ambiance du coup d'Etat militaire de Suharto en Indonésie.

Cinoches 6e (vo).

CARMEN.
de Carlos Saura.

Sur des airs de Bizet, de musique espagnole, c'est avant tout un film sur la danse, le flamenco et l'élaboration d'un ballet.

Gaumont les halles 1er (vo). Impérial 2e. Saint-Germain village 5e (vo). Bretagne 6e (vo). Hautefeuille 6e (vo). Elysées Lincoln 8e. Ambassade 8e.

JOHNNY S'EN VA-T-EN GUERRE.
de Dalton Trumbo.

Un violent réquisitoire contre la guerre.

Châtelet Victoria 1er (vo).

LILI MARLEEN.
de Fassbinder.

Dans l'Allemagne en guerre, l'histoire d'une chanteuse célèbre.

Studio Galande 5e (vo).

DE MAO A MOZART.
de Murray Lerner.

Le violoniste Isaac Stern en tournée en Chine ou l'amour de la musique.

Saint-Ambroise 11e (vo). Calypso 17e (vo).

FILMS

« *La ballade de Narayama* »

Dans un village japonais retiré dans la montagne, la tradition exige des vieillards atteignant l'âge de 70 ans qu'ils se retirent sur la montagne de Narayama pour y mourir. C'est le thème central de la fable que Shoheï Imamura a portée à l'écran. Et c'est pour lui l'occasion de nous décrire, sur un mode réaliste, la vie traditionnelle des paysans vivant complètement à l'écart de la civilisation moderne, en contact permanent avec la nature et cultivant leurs champs à la terre ingrate avec des moyens archaïques.

Leur vie est dure car ils sont pauvres et cette pauvreté dicte leurs lois morales. Chaque bouche supplémentaire est un poids dans la famille. Les enfants trop nombreux sont une plaie alors on tue les garçons tandis que les filles sont vendues au marchand de sel qui passe de temps en temps. Le vol est le crime le plus grave, qui peut entraîner la mort pour toute une famille. Les fils cadets sont confinés dans une condition inférieure et les vieillards encore vivants à 70 ans doivent mourir pour laisser la place aux jeunes.

Bref, toute la vie quotidienne est adaptée à des conditions de survie arriérées et barbares.

Le film exprime de façon sensible les joies, les peines et les drames qui jalonnent la vie de ces hommes et de ces femmes, en particulier grâce au personnage central, Orin, une vieille femme qui se prépare à prendre le chemin de Narayama, et à son fils, Tatsuheï, qui souffre de se plier à cette coutume cruelle. Ce beau film, intéressant et émouvant, a reçu la palme d'or au dernier festival de Cannes.

Claude CHARVET

« *La fiancée qui venait du froid* »

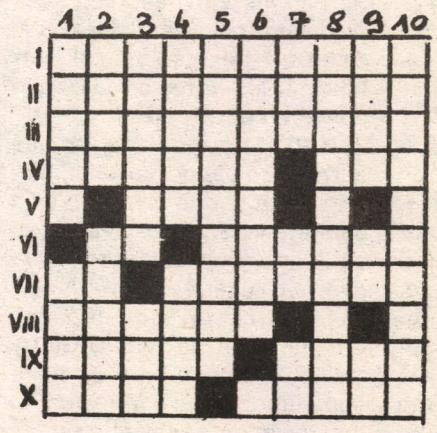
Un jeune publiciste est sollicité par une de ses anciennes petites amies pour qu'il accepte de contracter un mariage en blanc avec une oppositionnelle polonaise à peine sortie de prison, et menacée d'y retourner, pour qu'elle puisse se réfugier en France puis aux Etats-Unis.

Il finit par accepter, devient amoureux de sa femme, et réciproquement, ça tombe bien. Sa solidarité contre la dictature polonaise ne va tout de même pas jusqu'à lui faire accepter que sa femme continue à militer parmi les réfugiés polonais — cela se passe avant les grandes grèves de Gdansk — présentés comme des empêcheurs de s'aimer en rond.

Une histoire d'amour sur fond de Pologne sans aucun intérêt.

J.J.F.

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Ce n'est pas forcément une amère pilule. II. Arrangerai. III. Gardais en tête. IV. On ne porte que les plus beaux. Peuvent se voir dans certains cimetières. V. Etroitement unis. VI. Mesure chinoise. Ecraser le grain. VII. Ce n'est que la moitié d'un mal. Donnera matière à convoitise. VIII. Font ce qu'ils pensent être « le bon choix ». IX. N'avouent jamais. Etat germanique. X. Ignorance. Sur l'échiquier.

VERTICALEMENT. — 1. Peut être poule sans en être une. Ce genre de travail profite plus au patron qu'il ne vous rapporte. 2. Lance. Cela ne fait pas beaucoup de terre. 3. Abattu. Possessif. 4. Du jamais entendu. Plus que mince. 5. Sans détours. 6. Ne restent pas sans rien faire. 7. Possessif. Note de musique. Article. 8. Du relâchement en perspective dans le tissu. 9. Né de la dernière pluie. Fin d'infinitif. Pas n'importe qui. 10. Arrivent quand les autres ont filé.

Solution du n° précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	E	L	I	M	I	N	E	R	■	P
II	N	I	N	O	N	■	N	E	D	E
III	N	A	V	I	G	A	T	E	U	R
IV	U	S	A	■	E	M	A	N	E	S
V	Y	■	R	E	N	E	■	S	G	I
VI	E	P	I	C	U	R	I	E	N	S
VII	U	R	A	T	E	■	C	R	E	T
VIII	S	U	B	■	■	B	A	R	■	A
IX	E	N	L	E	Y	E	R	E	N	T
X	S	E	E	S	■	L	E	S	E	■

FILMS

« *Le destin de Juliette* » de Aline Issermann

Et quel destin ! Un père alcoolique qui, criblé de dettes, est obligé de vendre sa forge et de déménager, une mère à moitié folle, un mari épousé sans amour pour « dépanner » ses parents, alors qu'elle en aime un autre, un jeune frère qui se suicide !

Tout pour arracher des larmes aux braves gens... eh bien non. Le film, avec un tel scénario, aurait pu sombrer dans le mélo le plus pur. Il n'en est rien. Juliette, entraînée par son destin, comme ce train sur les rails, qui l'emporte et qui constitue la première scène du film, reste toujours très digne. Et la révolte naît.

Son mari est un « pauvre type », comme elle finit par lui dire ; un type un peu paumé qui a épousé Juliette car l'occasion se présentait, et qu'il venait de rater un précédent mariage, mais qui ne pardonne pas à Juliette de ne pas l'aimer. Ils s'enferment l'un et l'autre dans le silence, et cette impossibilité de communiquer, sauf de façon violente, est rapidement infranchissable. Juliette veut divorcer à plusieurs reprises : un avocat, puis une assistante sociale l'en dissuadent : « Pensez à votre enfant », **lui dit l'un,** « Vous ne pouvez abandonner votre mari, il est malade », **lui dit l'autre. Son enfant, elle y pense : c'est pour elle, Véronique, qu'elle va tout supporter.**

Peu de dialogues dans ce film, une action très lente, des visages graves et renfermés, des paysages désolés et une atmosphère lourde. Il est réalisé avec sobriété et réalisme. Très bien joué avec de belles images.

Le destin de Juliette ? Celui, à peine exagéré, de bien des femmes dans notre société.

Laurence VINON

☐ « *Attention une femme peut en cacher une autre* »

de Georges Lautner

Au travers des hasards de la vie, Alice (Miou-Miou) se retrouve vivre deux vies avec une famille à Trouville, l'autre à Paris.

Mariée à un pilote de ligne (Roger Hanin) avec qui elle a eu un fils, elle a également connu un professeur de collège (Eddy Mitchell) avec qui elle élève leurs deux enfants. Ne voulant abandonner ni l'un ni l'autre, elle partage sa vie entre sa famille à Paris et l'autre à Trouville, sans que les maris s'en doutent, aidée en cela par deux copines.

Cette situation est bien sûr la source de nombreuses scènes comiques sans que le film sombre dans un vaudeville où la femme jouerait le rôle habituellement réservé au mari. C'est gentil, et souvent assez drôle. Mais dans l'ensemble, les personnages manquent d'épaisseur. Quant à Roger Hanin, il commence à fatiguer dans le rôle du pied-noir exubérant...

Pierre CHAMBEY

☐ « *L'homme aux deux cerveaux* »

Carl Reiner, le metteur en scène, s'est fait une spécialité du pastiche du cinéma américain. Cela nous a valu un premier film ***Les cadavres ne portent pas de costard*** *monté avec des bandes de classiques du film policier américain des années quarante. Dans* ***L'homme aux deux cerveaux,*** *il n'utilise pas tout à fait la même méthode puisqu'il a réalisé une parodie de film fantastique. Mais autant le premier était réussi, autant celui-là...*

Un chirurgien célèbre, à qui ses interventions sont montées un tantinet à la tête, tombe amoureux fou d'un très beau cerveau dans un bocal et tient à toute force à le transplanter... dans un très beau corps féminin évidemment.

Quelques gags et situations loufoques font rire, mais c'est tellement lourd et ça vole tellement bas qu'on se demande vraiment si le metteur en scène avait, lui, toute sa cervelle quand il a tourné.

A.J.

☐ « *Le faucon* »

Le faucon n'est autre qu'un jeune flic qui depuis trois ans se contente de recevoir des dépositions et des plaintes et de les taper à la machine. Mais voilà, le départ de sa femme avec un autre et l'accident très grave qu'elle a avec leur fille, déclenchent des états d'âme très bizarres chez le policier. Il déambule dans la rue, habillé comme un clochard, et se lance à la poursuite d'un sinistre truand en adoptant un comportement complètement incohérent. Il paraît que c'est du « nouveau polar français », mais nouveau ou pas, le navet reste toujours du navet.

S.L.

Ce film est une grande farce en forme de reportage d'actualité sur un homme extraordinaire qui défraya la chronique aux Etats-Unis dans les années précédant la crise de 1929 : Zelig, le « caméléon humain ». Avec les Noirs, sa couleur s'assombrit et son nez s'épate, avec les Chinois, ses yeux se plissent et il parle couramment leur langue, avec les obèses il gonfle, avec les médecins, il devient médecin...

Comme les caméléons quand ils changent de couleur, l'étrange pouvoir de Léonard Zelig est destiné à lui permettre de se protéger, de se défendre parce que **« c'est plus sûr d'être comme les autres »** dit-il, et que c'est très dur d'être un petit Juif new-yorkais depuis toujours mal-aimé.

A l'aide de nombreux truquages techniques fort réussis, Woody Allen promène Zelig à l'intérieur de bandes d'actualité de l'époque, le met en compagnie de grands personnages, hommes politiques, écrivains ou comédiens comme Chaplin, le caméléon humain est adulé par les foules. Sa sœur, qui l'a fait sortir de l'hôpital où il est un moment interné, le promène de ville en ville comme un phénomène de foire. Jusqu'à ce que cette énigme pour les médecins soit finalement prise en charge par Mia Farrow, psychiatre mais surtout amoureuse, qui entreprend de le guérir. Cela nous vaut bien sûr quelques séquences ironiques sur l'art des psychiatres.

Mais si l'on rit quelquefois, le film est dans l'ensemble assez plat.

Yves MORINIER

« *Outsiders* »

de F.F. Coppola

Une petite ville de l'Oklahoma. Sa banlieue pauvre, faite de petits pavillons, d'usines, de terrains vagues et de cafés. Des jeunes qui n'ont pas de parents, ou des parents qui les rejettent, et qui traînent dans la rue. Seules distractions : le cinéma entre copains où on drague les filles, le flipper, la télé. Cela se passe dans les années soixante, mais pourrait très bien se passer aujourd'hui.

La banlieue pauvre a sa bande, les « Greasers » ; **la banlieue riche aussi, les** « Socs », **voyous dorés, respirant la santé. Les affrontements entre les deux bandes, parfois meurtriers, forment la toile de fond du film. Mais on ne saurait réduire** Outsiders **à cela. Des** « Socs », **on ne voit d'ailleurs que très peu de choses. Ce sont les** « Greasers » **et comment, jeune adolescent, on devient un** « Greaser » **que Coppola veut montrer. Et il y parvient très bien.**

Coppola explique que, finalement, « Greaser » **on le devient presque malgré soi. Quand on a 16-17 ans, qu'on est rejeté par sa famille, qu'on n'a pas d'autre horizon que des terrains vagues et qu'on veut se faire respecter, eh bien on peut essayer d'être le copain d'un** « dur », **de s'intégrer dans la bande pour se sentir vivre ou du moins en avoir l'impression. Alors on endosse l'uniforme : on s'habille, on se coiffe, on parle, on adopte les attitudes, bref on fait tout comme un** « Greaser ».

Mais ce que tient également à montrer Coppola c'est que chacun peut n'en garder pas moins sa personnalité et sa sensibilité, même s'il les dissimule. Et sensibles et attachants, Ponnyboy et Johny, les deux personnages principaux du film, le sont. De même que « Dallas », **le** « dur », **sortant de prison, que Ponnyboy et Johny admirent. Et comme pour bien nous en convaincre, Coppola montre comment, alors que les adultes présents restent les bras ballants, ces jeunes, eux, n'hésitent pas à risquer leur vie pour sauver des enfants en danger.**

Le metteur en scène s'est intéressé à ces adolescents dans ce qu'ils avaient de sincère et de profondément humain. Ce sont leurs qualités qui l'intéresse et qu'il veut nous faire comprendre. Et c'est peut-être pourquoi ce film ne laisse pas insensible.

Philippe NATIER

Walesa prix Nobel

La palme de l'hypocrisie aux Nobel

Ah, ils sont la patience même, ces jurés du Nobel ! Voilà, nous dit-on, un an, deux ans même qu'ils attendaient de pouvoir couronner Walesa prix Nobel de la Paix, et qu'ils... reculaient à chaque fois, pour couronner de célèbres inconnus dont tout le monde a oublié jusqu'au nom aujourd'hui.

Car ils sont audacieux, mais pas téméraires, ces pères tranquilles du Nobel, qui aujourd'hui, sans frémir, adjugent un prix de courage à Walesa. Patiemment, ils ont su attendre qu'en Pologne plus rien ne bouge.

Car ils étaient peut-être déjà tentés de jeter une pierre dans le jardin de l'URSS, mais pas au point de gêner Jaruzelski dans son entreprise de normalisation. Pas au point de risquer d'encourager une lutte que les milieux financiers internationaux avaient été soulagés de voir cesser, presque autant que les bureaucrates du Kremlin eux-mêmes. Pas au point non plus de chercher tout simplement à protéger Walesa emprisonné et, à travers sa personne, ses camarades pourchassés un peu partout dans le pays.

Les bons bourgeois du Nobel se sont effrayés eux-mêmes, de la portée qu'aurait pu avoir leur geste. Il était infiniment plus confortable, pour eux, de couronner le héros de luttes passées que de paraître se solidariser, si peu que ce soit, avec un mouvement pas entièrement abattu.

Cette année, l'ordre règne à Varsovie, et tout le monde s'est accordé à reconnaître le sens politique et la portée du geste des Nobel. Ils ont fait l'unanimité du monde bourgeois. Des plus réactionnaires, comme les Reagan et les Thatcher — sans parler du pape — ou des Pons et Chirac, à la gauche socialiste à la Mauroy et syndicaliste à la Bergeron ou Chérèque, tous y vont de leurs félicitations.

Celui qu'ils couronnent, c'est le Walesa soutenu par l'Eglise, celui dont la nomination est une épine dans le talon des dirigeants russes.

Mais pourtant, si Walesa est aujourd'hui mondialement connu, ce n'est certainement pas à cause de ses idées anti-russes et catholiques bon teint. S'il est connu, c'est parce qu'il était, il y a deux ans, le représentant, le dirigeant et l'incarnation de millions d'ouvriers en grève.

Il n'y a bien sûr que les dirigeants russes et des Partis Communistes qui fassent grise mine aujourd'hui. Leur grimace aujourd'hui est le pendant de la jubilation affichée par les bourgeois. Les dirigeants du Parti Communiste seraient peut-être en droit de reprocher à Walesa de se retrouver dans le même camp qu'un certain nombre d'hommes politiques parmi les plus réactionnaires, si à l'époque ils ne s'étaient retrouvés eux-mêmes dans le camp de Jaruzelski.

Mais ils n'ont vraiment pas qualité aujourd'hui pour reprocher à Walesa d'avoir trouvé des soutiens du côté de l'Eglise et dans le camp des anticommunistes de tout bord, eux qui n'ont pas soutenu Walesa gréviste, ni avec lui les millions d'ouvriers polonais en lutte contre l'austérité, et qui défendaient tout simplement leur droit à une vie digne.

Cécile BERNIER

Sécurité sociale

Ce ne sont pas les bulletins de vote qui nous protégeront des attaques du gouvernement

Tout le monde politique et syndical veut nous persuader de l'importance des élections à la Sécurité sociale, qui auront lieu le 19 octobre.

Le gouvernement, d'abord, qui a organisé une campagne de publicité, sur le thème « *La Sécu, ça nous regarde* », expliquant qu'il s'agit de « *rendre la Sécu encore plus proche de nous, encore plus efficace, encore plus simple* ».

Les différents syndicats concernés, ensuite, CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, chacun proposant des améliorations : meilleurs remboursements des prothèses dentaires ou des lunettes, développement de l'aide ménagère, augmentation du taux des pensions de réversion, etc.

Et Henri Krasucki, au nom de la CGT, écrivait dans *La Vie Ouvrière* du 26 septembre : « *Avec la protection sociale, c'est aussi la lutte pour le pouvoir d'achat, pour une plus grande justice fiscale et sociale, pour l'emploi, contre le chômage et pour le développement industriel du pays, pour plus de démocratie, oui, c'est tout cela qui est en cause* ».

La CGT par ailleurs fait campagne pour défendre, dans ces élections, la Sécurité sociale contre les menaces que fait peser sur elle le patronat. « *C'est un fait,* écrit encore Henri Krasucki, *que le Conseil national du patronat français et des milieux rétrogrades puissants dans la vie économique et politique du pays veulent amputer gravement la Sécurité sociale* ».

Quant à la droite, elle aussi, Chirac en tête, parle de « *l'importance considérable de ce scrutin* », mais c'est pour dire que « *les partis liés aux syndicats les plus politisés interpréteront un éventuel succès comme une approbation de la politique gouvernementale* » (Chirac) et pour appeler à faire de ces élections un véritable référendum anti-gouvernemental.

Alors, de quoi s'agit-il ? Et qu'est-ce que les assurés sociaux, qu'est-ce que les travailleurs peuvent bien attendre de ces élections ?

Jusqu'à présent — et depuis les ordonnances de 1967 — les représentants des assurés sociaux, désignés par les organisations syndicales, occupaient 50 % des sièges aux conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale. Avec la nouvelle loi du 17 décembre 1982, ils seront élus sur les listes des organisations syndicales et occuperont 2/3 des sièges d'administrateurs.

Que ce soient des représentants élus des travailleurs qui gèrent des fonds prélevés sur leurs salaires, c'est la moindre des choses.

A ceci près que, dans les faits, ces administrateurs ne gèrent pas grand-chose : et la destination des quelque 900 milliards de francs brassés par la Sécurité sociale est entièrement décidée par l'Etat. C'est lui qui fixe le taux des cotisations payées par les assurés et par les patrons. C'est lui aussi qui détermine l'essentiel des recettes et des dépenses.

Pour 1982, 96 % des dépenses du régime vieillesse, 93 % de celles de l'assurance maladie et 90 % des dépenses des allocations familiales échappent au contrôle des conseils d'administration (chiffres cités par *Le Monde* du 4 octobre). La seule attribution de ces conseils se situe au niveau de la nomination du personnel et de l'encadrement, mais ni pour fixer les salaires, ni pour les questions de conditions de travail : seulement pour intervenir dans des cas individuels.

Alors, quand les syndicats comme la CGT et la CFDT, FO, etc. parlent de l'importance de ces élections, ils trompent les travailleurs.

Ces élections changeront peut-être quelque chose pour les syndicats : ils peuvent y gagner quelques postes de plus dans les conseils d'administration ; et ces élections nationales constituent pour eux un test de représentativité.

Mais pour les travailleurs, qu'il y ait plus ou moins de représentants syndicaux, et de telle boutique syndicale plutôt que telle autre, dans des conseils d'administration qui ne peuvent qu'entériner les décisions gouvernementales, cela ne changera rien.

Que la Sécurité sociale, comme tous les systèmes de protection sociale, soit menacée aujourd'hui, c'est certain. Il ne s'agit pas d'ailleurs que d'une menace : et c'est le gouvernement qui est passé aux actes, en augmentant les cotisations, en instituant le forfait hospitalier, en diminuant le remboursement de certains médicaments.

Et contre ces mesures, les mêmes syndicats qui se posent dans ces élections en défenseurs de la Sécurité sociale, qui parlent de faire progresser le système de protection sociale, n'ont rien fait pour mobiliser les travailleurs sur le terrain où ils sont forts, celui des luttes.

En fait, en matière de défense de la Sécurité sociale, les travailleurs n'ont rien à attendre, ni de ces élections, ni des organisations syndicales qui prétendent faire dans des conseils d'administration impuissants ce qu'ils n'ont pas voulu faire dans les usines et dans la rue.

Jean-Jacques LAMY

Essence : rabais sur les hausses !

La « guerre des rabais » sur l'essence risque de nouveau de faire des ravages. Le gouvernement a annoncé son intention de permettre des rabais sur l'essence allant jusqu'à 20 centimes, alors qu'aujourd'hui, légalement, les rabais sont limités à 9 centimes pour l'essence et à 10 centimes pour le super. Il semble donc que le gouvernement fasse une fleur aux amis de Leclerc, qui cet été avaient fait tout un tintamarre publicitaire avec leurs « rabais sauvages ».

Cette mesure, que le gouvernement présentera sans nul doute comme très favorable aux consommateurs, sera accompagnée d'autres, qui les pénaliseront. En particulier, les pompistes pourront majorer le prix de l'essence, pendant la nuit, le dimanche et les jours fériés. D'autre part, les autorisations d'augmentation accordées aux compagnies de raffinage pourront être répercutées sans délai à la pompe, ce qui favorisera tous ceux qui possèdent de grandes réserves, qui verront leurs stocks réévalués périodiquement. Ça pénalisera d'autant les automobilistes, obligés de payer plus vite les augmentations successives.

Alors, qu'on ne vienne pas nous parler de « vérité sur les prix » ou autres fadaises de ce genre. Elf-Aquitaine vient d'annoncer qu'elle avait fait 2,7 milliards de bénéfices pour le premier semestre de 1983, deux fois plus que le premier semestre de 1982.

Et l'Etat fait mine de réajuster les prix en diminuant le 12 octobre prochain d'un centime le prix du super et en augmentant d'un centime le prix de l'ordinaire !

De qui se moque-t-on ?

Bertrand GORDES

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995.